



Affaires étrangères et
Commerce international Canada

Foreign Affairs and
International Trade Canada

Canada

NOTRE MONDE

Magazine des employés du MAECI

N° 10 - Été 2010

2010

Année internationale du Canada

Vers le sommet

Présenter le Canada

Notre mission auprès de l'OEA à 20 ans



À PROPOS DE NOTRE MONDE

Notre Monde est le magazine des employés d'Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI). Rédigé par et pour notre personnel, il est publié quatre fois l'an par la Direction des communications sur la politique étrangère et des communications ministérielles (BCF).

RÉDACTEURS EN CHEF PAR INTÉRIM

Mary Gooderham
Charles Enman

INFOGRAPHISTES

Michel Pixel
Geneviève Houle

COMITÉ DE RÉDACTION

Latifa Belmahdi (BCF)
Debora Brown (BCD)
Lorraine Flannery (CMC)
François Jubinville (CEP)
André-Marc Lanteigne (CSM)
Hani Nasser (WSHDC)
Jean-Pierre Sadek (CLS)
Carl Schwenger (BERN)
Ian Shaw (BCF)
Mebs Velji (GEMX)

Consultez *Notre Monde en ligne* dans l'intranet du MAECI. Vous y trouverez d'autres informations, des faits nouveaux et récents, des articles vedettes et des directives sur la façon de proposer des articles pour le magazine. Nous vous invitons à nous soumettre vos suggestions, articles, photos et commentaires par courriel, à ourworld-notremonde@international.gc.ca.

NOTRE PAGE COUVERTURE

Il s'agit d'une année internationale pour le Canada, qui accueille des événements tels que les Sommets du G-8 et du G-20 et les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver, ainsi qu'un grand nombre de réunions ministérielles. *collage d'images* : Michel Pixel/MAECI

CETTE PAGE

Le pavillon du Canada à l'Expo 2010 à Shanghai, inauguré le 1^{er} mai, devrait attirer environ 30 000 visiteurs par jour. Page 17. *photo* : Gary Gab/MAECI.

ISSN 1920-1605 *Our World / Notre Monde*.



Sources Mixtes

Groupe de produits issu de forêts bien gérées, de sources contrôlées et de bois ou fibres recyclés.
www.fsc.org Cert no. SW-COC-001352
© 1996 Forest Stewardship Council

Dans ce numéro

- 3 Entre nous : Vers le sommet
Bienvenue au nouvel USS
- 4 Article vedette : Les sommets couronnent l'année internationale du Canada
- 4 Chronologie des relations multilatérales
- 8 Le bon voisinage
- 9 Une vie au sommet
- 10 Privilèges étrangers
- 11 Changer de rôle
- 12 Le pouvoir du chocolat
- 13 Une question d'interprétation
- 14 Dans les coulisses du Sommet
- 15 Se charger de Tokyo
- 16 Une même famille
- 17 Présenter le Canada
- 18 Commerce : Un moment remarquable pour le commerce canadien
- 19 Voyages : Toronto — Cinq endroits à ne pas manquer
- 20 Mission vedette : La place du Canada dans l'hémisphère
- 22 Portrait d'un ERP : Formation éclair en affaires multilatérales
- 23 La vie après le travail : La vie en eau vive
Médias sociaux et rencontre aux sommets
- 24 À la rencontre de nos voisins : Le temple de la science



Vers le sommet

Quand les dirigeants du monde participeront pour la première fois à des sommets consécutifs, à Muskoka et à Toronto, plus tard ce mois-ci, ce sera un moment empreint de fierté et d'émotion pour Len Edwards, sherpa du pays hôte pour les deux réunions. Sa présence aux sommets du G-8 et du G-20 sera le couronnement de plus de deux années d'efforts sur la scène internationale. Et comme le fait remarquer le sous-ministre des Affaires étrangères qui vient tout juste de prendre sa retraite, ces sommets mettront aussi en valeur l'excellent travail que réalise le MAECI dans les domaines les plus divers, de l'organisation aux questions de fond.



photo - Mike Pinder/MAECI

« C'est lors des rencontres au sommet que ce ministère donne sa pleine mesure », affirme Len Edwards. Il est bien placé pour le savoir : depuis 1987, il a supervisé la préparation et l'ordre du jour de huit sommets tenus au Canada, un élément parmi d'autres au cours d'une carrière de 41 ans vouée à la promotion des relations multilatérales du Canada dans le monde.

« Les sommets mettent au premier plan une de nos tâches fondamentales, à savoir donner de la cohérence, une forme, un cadre et un contexte stratégique à notre présence et à nos activités internationales. »

L'organisation est un élément clé des sommets, ajoute-t-il, et c'est une fonction où le Canada excelle. « Ça fait un peu partie de notre culture. » Chaque nouveau sommet présente des défis logistiques plus complexes que ceux du précédent. La sécurité et diverses autres préoccupations les ont rendus plus pragmatiques et fonctionnels, et ce sera le cas même dans le décor des chalets de Muskoka. Les questions de fond abordées aux sommets sont aussi plus complexes que par le passé, et c'est un domaine où le MAECI joue un rôle tout aussi crucial, particulièrement comme hôte. Le partenariat qu'entretient le MAECI à l'international avec d'autres ministères — dans le cas des prochains sommets, par exemple, avec le ministère des Finances pour les questions d'économie et avec l'ACDI pour le dossier de la santé maternelle et infantile — est toujours plus essentiel, mentionne-t-il. « Nous avons un rôle complexe à tenir. »

Au moment de prendre sa retraite, M. Edwards estime que le MAECI est lui-même à l'heure du changement et des défis, et il dit « quitter avec beaucoup d'enthousiasme au sujet de ce que nous avons su accomplir depuis deux ou trois ans pour replacer le Ministère et lui assurer un avenir solide ». Il félicite tous ceux



photo - Geneviève Houle/MAECI

Faits saillants d'une carrière : Len Edwards regarde un album souvenir qu'il a conservé sur le Sommet du G-7 de Toronto.

qui se consacrent aux sommets, puis, avec ses 41 ans d'expérience, confie : « Ces trucs sont des montées d'adrénaline extraordinaires. Ce sont des événements qu'on n'oublie jamais, des moments-phares d'une carrière et d'une vie. »

Le présent numéro de *Notre Monde* souligne le rôle brillant que joue le Canada lors des sommets, explore ses liens avec ses partenaires et « cooccupants » à l'étranger, examine l'engagement du Canada dans les enceintes multilatérales telles que l'Organisation des États américains — d'ailleurs, notre mission auprès de l'Organisation aura 20 ans cette année — et salue tous ceux et celles qui aident à concrétiser les prochains sommets.

Foreign Affairs and Int. Trade
Affaires étrangères et Commerce int.

FEB 13 2012

Bienvenue

au nouvel USS

Ce mois-ci, le MAECI accueille le nouveau sous-ministre des Affaires étrangères, Morris Rosenberg. Ce dernier a exercé de nombreuses et prestigieuses fonctions au sein de la fonction publique. Il était auparavant sous-ministre de la Santé depuis 2004, et pendant une période précédente de six ans, il a été sous-ministre de la Justice et sous-procureur général du Canada. Il a débuté sa carrière de fonctionnaire au ministère de la Justice en 1979. Il a ensuite occupé des postes de direction au ministère de la Consommation et des Affaires commerciales et au Bureau du Conseil privé. Nous serons heureux d'avoir de ses nouvelles dans de prochains numéros de *Notre Monde*.

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Les sommets couronnent l'année internationale du Canada

Toute l'effervescence autour de la planification, des préparatifs et de l'élaboration des politiques est presque terminée. Bientôt, les sommets commenceront et les dirigeants mondiaux devront s'acquitter d'un ordre du jour bien rempli, sous l'œil du monde entier.

Pour le Canada, comme pour le MAECI, l'année 2010 donne lieu à un engagement élargi, qui culminera plus tard ce mois-ci avec l'arrivée des dirigeants à l'occasion des sommets du G-8 et du G-20. Aucun autre pays n'a encore été l'hôte de ces rencontres au cours de la même année, et le Canada le fait pendant la même fin de semaine : les 25 et 26 juin, à Muskoka, pour le Sommet du G-8, et les 26 et 27 juin, à Toronto, pour le Sommet du G-20.

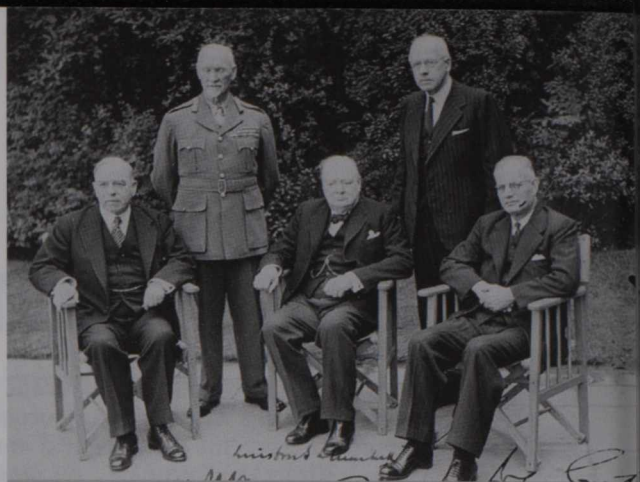
« Pour le Canada, c'est l'année des sommets », affirme Len Edwards, qui assume les fonctions de sherpa à la fois pour le Sommet du G-8 et celui du G-20, et qui a récemment pris sa retraite en tant que sous-ministre des Affaires étrangères. En effet, cette année, le Canada a été l'hôte aussi des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver, de la Réunion des ministres des Affaires étrangères des pays côtiers de l'océan Arctique et de trois réunions ministérielles en prévision du Sommet du G-8, note-t-il. « Il s'agit d'une grosse année pour le Canada sur la scène internationale. »

UNE ENTREPRISE TITANESQUE

Les préparatifs des sommets du G-8 et du G-20 ont nécessité des efforts extraordinaires. Pour Len Edwards, qui en a l'habitude, l'organisation de telles rencontres est comparable à un marathon. « Vous courez constamment, sans jamais vous arrêter, parce que vous voyez le fil d'arrivée à l'horizon. Et pour nous, ce fil d'arrivée, c'est la possibilité de mobiliser l'action de tous face à des enjeux internationaux et prioritaires qui nous touchent tous. »

Le Bureau de gestion des sommets est chargé de tous les aspects liés à l'organisation. Son personnel a eu son mot à dire sur le choix de chaque table, de chaque chaise et sur le type d'éclairage, aussi bien au centre de villégiature Deerhurst, à Huntsville, en Ontario, où se réuniront les dirigeants du G-8, qu'au Palais des congrès du Toronto métropolitain, qui accueillera le G-20. Des centres des médias ont été mis sur pied à l'intention des journalistes, qui pourront diffuser des nouvelles sur les sommets

Le paysage verdoyant de Muskoka est l'expression de la vie, qui concorde avec l'initiative du Canada en faveur de la santé maternelle et infantile, au G-8. photo : Tourisme Muskoka



1944 : Conférence des premiers ministres du Commonwealth

Chronologie des relations multilatérales

Depuis longtemps, les sommets jouent un rôle important dans les relations multilatérales du Canada. Voici quelques faits saillants :

1880 Nomination de sir Alexander Galt en tant que premier haut-commissaire du Canada, à Londres

1887 Participation du Canada à la première Conférence des colonies, à Londres

1894 Création du Service des délégués commerciaux; affectation d'un premier délégué commercial, en Australie

1909 Création du ministère des Affaires extérieures

1911 Participation du Canada à la première Conférence impériale, à Londres

1919 Adhésion du Canada à la nouvelle Société des Nations

1932 Le premier ministre R.B. Bennett est l'hôte de la Conférence économique impériale, à Ottawa

1944 Participation du Canada à la première Conférence des premiers ministres du Commonwealth, à Londres

dans le monde entier. Le choix des menus, les divertissements proposés et les horaires ont également été soumis pour examen au Bureau. Un sommet représente un univers aux composantes multiples, et le Bureau n'en a négligé aucune.

À Muskoka, où les résidents ont exprimé l'importance de protéger le milieu naturel dans son état original, le Bureau a examiné les façons de réduire les conséquences environnementales du Sommet, y compris par la plantation de plusieurs milliers d'arbres pour compenser l'empreinte carbone.

Le Bureau a commencé ses activités en avril 2009, sous la direction de Gérard Cossette, l'actuel sous-ministre délégué des Affaires étrangères. Dès le début, celui-ci a été conscient des difficultés à surmonter, mais il n'a jamais douté de parvenir à un dénouement réussi. « L'organisation d'un sommet du G-8 consiste à passer du désordre initial à un ballet bien orchestré : au début, c'est un peu le fouillis, mais au moment du sommet, tout se déroule comme un ballet parfaitement réglé. »

En juin dernier, c'est à Peter McGovern que M. Cossette a passé le flambeau du chorégraphe. En qualité de sous-ministre adjoint chargé du Bureau, Peter se montre tout aussi optimiste que son prédécesseur. « Face à de telles entreprises, au MAECI, nous nous montrons toujours à la hauteur, notamment grâce à la vaste expérience et au large éventail de compétences sur lesquelles nous pouvons compter. »

Pour Peter, nul n'aurait pu choisir meilleurs endroits pour la tenue de ces sommets : le paysage verdoyant de Muskoka est l'expression de la vie, qui concorde avec l'initiative du Canada en faveur de la santé maternelle et infantile, au Sommet du G-8, tandis que les gratte-ciel du quartier des affaires de Toronto symbolisent les préoccupations financières du G-20.

Les ressources stratégiques du MAECI se penchent, avec compétence, sur ces questions de fond. S'agissant de l'élaboration des politiques relatives au G-8, le sous-ministre adjoint des Enjeux mondiaux et le sous-sherpa du G-8, Keith Christie, veille avec son équipe à arrêter un ordre du jour ambitieux. Pour ce qui est des discussions des ministres des Affaires étrangères du G-8, le directeur politique, Yves Brodeur, est parvenu, avec doigté, à dégager des compromis sur des questions complexes, y compris les ambitions nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord.

LE CANADA PARTICIPE

Depuis longtemps déjà, le Canada joue un rôle dans les sommets. Le G-6 a été le précurseur du G-8. Le premier sommet s'est tenu en 1975, à Rambouillet, en France. Ce pays, de concert avec l'Allemagne, voulait alors créer une institution capable d'agir face à la fragilité du système monétaire international. Quatre autres pays avaient été conviés à ces discussions : les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon. L'année suivante, le Canada a été invité à en faire autant, plus précisément en vue du Sommet

Les gratte-ciel du quartier des affaires de Toronto symbolisent les préoccupations financières du G-20.



1981 : Dirigeants au Sommet du G-7 de Montebello

1945 Le Canada devient membre fondateur de l'ONU

1948 Le Canada devient membre fondateur du GATT

1949 Le Canada devient membre fondateur de l'OTAN

1960 Création du Bureau de l'aide extérieure (aujourd'hui l'ACDI)

1961 Le Canada devient membre fondateur de l'OCDE

1970 Le Canada devient membre fondateur de la Francophonie

1971 Participation du Canada à la première Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, à Singapour

1973 Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, à Ottawa

1973 Accession du Canada au processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

1976 Adhésion du Canada au G-6, qui devient ainsi le G-7

1981 Tenue au Canada du premier Sommet du G-7, à Montebello

1982 Création du ministère des Affaires extérieures et du Commerce international, regroupant les responsabilités liées à la politique étrangère et au commerce

1987 Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, à Vancouver



du G-7 de San Juan, à Porto Rico. Au terme de cette rencontre, le premier ministre Pierre Elliot Trudeau avait déclaré que les sommets du G-7 rempliraient leur objectif s'ils parvenaient à convaincre le monde que « la liberté économique et politique dont nous jouissons aide à régler les problèmes ». Le Canada a été l'hôte du Sommet à quatre reprises : à Montebello, en 1981; à Toronto, en 1988; à Halifax, en 1995; et à Kananaskis, en 2002 (un sommet du G-8, avec l'ajout de la Russie).

Pour sa part, le G-20 a vu le jour en 1999. Il s'agissait alors d'un groupe informel réunissant les ministres des Finances de 19 pays et de l'Union européenne, ainsi que des représentants du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Lorsque les enjeux entourant la mondialisation se sont mis à monopoliser l'ordre du jour international, le Canada a défendu avec force l'idée de permettre à un plus grand nombre de pays de se faire entendre. Le premier Sommet du G-20, qui s'est tenu à Washington, D.C., en 2008, a porté sur la crise financière internationale. D'autres sommets ont suivi en 2009, à Londres, puis à Pittsburgh.

LE CANADA FIXE L'ORDRE DU JOUR

Le Canada, qui cette fois-ci est l'hôte des deux sommets, en a fixé l'ordre du jour politique. Il souhaite que les pays du G-8 concentrent leur attention sur les enjeux de développement les plus urgents, comme en témoigne l'Initiative pour la santé maternelle et infantile. Le Canada présentera également le premier rapport sur la responsabilisation du G-8, qui rendra compte des engagements contractés par chaque pays, lors de sommets antérieurs, et des progrès ultérieurs vers leur concrétisation. La présentation de ce rapport créera un précédent en vue des prochaines rencontres du G-8.

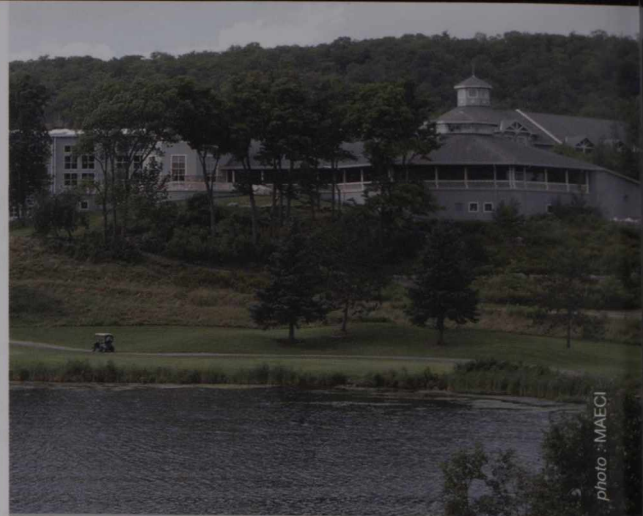
« Nous espérons susciter un nouveau sens des responsabilités, qui présidera à nos engagements futurs, de telle sorte que ceux-ci ne seront pas que de vaines paroles et qu'ils résisteront à l'examen », explique le directeur adjoint de la Direction de la politique des Sommets (MERGS), Rouben Khatchadourian.

À l'occasion du Sommet du G-20, le Canada invitera les membres à poursuivre jusqu'au bout les programmes de relance pour que l'économie mondiale se relève de la récession, dans le cadre d'une initiative convenue lors du Sommet du G-20 de Pittsburgh, en septembre dernier. Le Canada plaidera également en faveur de politiques de nature à renforcer les systèmes financiers et réglementaires, ainsi qu'à favoriser l'ouverture des marchés et une révision de la gouvernance pour que la Banque mondiale et le FMI soient davantage crédibles et efficaces.

« Nous voulons que le G-20 continue de se pencher en priorité sur les enjeux économiques auxquels il est confronté, souligne le directeur de MERGS, Ron Garson. L'efficacité et la cohésion découleront de la poursuite assidue des principaux objectifs. »

LE SOUCI DU DÉTAIL

Au sein du Bureau, une équipe expérimentée s'occupe des aspects pratiques liés à la concrétisation des sommets. À elle seule, la planification des arrivées et des départs à l'aéroport international Pearson de Toronto a nécessité une minutie de tous les instants. C'est ainsi qu'environ 57 aéronefs utiliseront un terminal mis à la disposition exclusive du MAECI.



2010 : Le centre de villégiature Deerhurst à Huntsville, où les dirigeants du G-8 se rassembleront.

1987 Sommet de la Francophonie, à Québec

1988 Le Sommet du G-7 de Toronto s'oppose à l'apartheid en Afrique du Sud

1988 Signature de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis

1989 Le Canada devient membre fondateur de l'APEC

1990 Adhésion du Canada à l'OEA

1992 Le Canada devient membre fondateur de l'OSCE

1993 Le Ministère s'appelle désormais ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

1994 Signature de l'ALENA

1995 Le Sommet du G-7 d'Halifax souligne l'importance d'intégrer la Russie au système commercial et financier

1995 Adhésion du Canada à l'OMC

1997 Sommet de l'APEC, à Vancouver

1999 Sommet de la Francophonie, à Moncton

2001 Sommet des Amériques, à Québec

2001 Premier Sommet Canada-Union européenne, à Ottawa

2002 Le Sommet du G-8 de Kananaskis souligne l'importance d'aider l'Afrique

2007 Sommet des leaders nord-américains à Ottawa et à Montebello

« Le transport des personnes — vers Muskoka pour le G-8 et ensuite vers Toronto pour le G-20 — est extrêmement complexe, précise Peter. Toutefois, nous avons la chance de pouvoir compter sur un grand nombre de personnes extrêmement compétentes. »

Le Bureau regroupe du personnel du MAECI issu de nombreux secteurs, y compris le Bureau du protocole, les directions géographiques, le Groupe de travail sur l'Afghanistan ainsi qu'un certain nombre d'agents du service extérieur. On y retrouve aussi des employés de plusieurs autres ministères, ce qui vient renforcer le partenariat pangouvernemental que mène le MAECI à l'échelle internationale. Cela porte également à environ 100 personnes l'effectif du Bureau.

UN HÉRITAGE DURABLE

Toute cette activité diminuera rapidement et considérablement au terme du G-20, le 27 juin. Toutefois, s'il ne faudra qu'un ou deux jours pour enlever tout le matériel et l'équipement à Muskoka et à Toronto, de nombreux mois seront encore nécessaires pour acquitter toutes les factures et procéder aux vérifications requises. Le G-20 concentrera alors son attention sur le Sommet de Séoul qui se tiendra en novembre. Pendant ce temps, le Canada continuera d'exercer la présidence du G-8 jusqu'à la fin de l'année. Le Bureau demeurera en place, avec un effectif réduit, afin de s'occuper des prochains sommets.

Le personnel du MAECI conservera des sommets du G-8 et du G-20 un souvenir empreint de la satisfaction du travail accompli, car les sommets laissent derrière eux de nombreux souvenirs qui peuvent parfois être drôles. Par exemple, une agente chargée de la logistique à MERGS, Janet Gompf, se souvient de ce spectacle du Cirque du Soleil lors du Sommet du G-7 de Halifax, en 1995. Le sherpa des États-Unis, Don Tarullo, avait alors confié à Peter Boehm, alors à la tête de la Direction du Sommet économique du MAECI, qu'en comparaison des contorsions nécessaires pour amener les dirigeants à s'entendre sur un texte final, les acrobates du Cirque faisaient figure d'amateurs!

« Les discussions de fond, comme les nouvelles initiatives proposées ainsi que les nombreuses prises de contacts tout au long des sommets, se traduiront par une kyrielle de résultats, de l'établissement de relations durables à l'élaboration de nouvelles idées politiques, ajoute Len Edwards. Les sommets sont devenus, à tout le moins, un outil diplomatique de plus en plus utile. »

Pour M. Edwards, les rencontres du G-8 et du G-20 seront une « excellente vitrine pour le Canada ». Le monde aura le regard tourné vers le pays, qui fera la promotion de nouvelles idées maîtresses, nouera des liens commerciaux importants, assistera à des prestations culturelles de qualité et montrera un nouveau visage en son année internationale.



photo : Tourisme Toronto
2010 : Le Palais des congrès du Toronto métropolitain accueillera le G-20.

2008 Sommet de la Francophonie, à Québec

2008 Création par le MAECI du Secteur de la plateforme internationale, chargé de l'infrastructure des missions canadiennes et des services connexes

2009 Signature d'un accord de libre-échange entre le Canada et les pays de l'AELE : l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse

2009 Ouverture de négociations entre le Canada et l'UE en vue d'un accord économique et commercial global

2009 Le MAECI et quelque 30 ministères et organismes signent un Protocole d'entente sur les activités et le soutien des missions à l'étranger

2010 Réunions des ministres des Finances du G-8, des ministres des Affaires étrangères du G-8 et des ministres du Développement du G-8

2010 Sommet du G-8, à Muskoka

2010 Sommet du G-20, à Toronto

Le saviez vous?



Le logo du G-8 est inspiré des arbres peints par les membres du Groupe de Sept. Le pin, avec ses huit branches représentant les membres du G-8, illustre la force que lui confère l'unité.



Le logo du G-20 est inspiré de la Tour CN. Sa forme triangulaire représente les chemins convergeant vers un objectif commun.

Le bon voisinage

Par Brett Thompson

Si l'on pense à ce que représente l'organisation d'un sommet, ce qui vient à l'esprit est la logistique complexe et la délicate chorégraphie diplomatique nécessaires pour faire venir au pays des dirigeants d'autres pays, sans parler de les amener à s'asseoir autour d'une même table. Mais lorsque vous invitez le monde entier, surtout dans une ville de la taille de Huntsville, en Ontario (population de 19 000 habitants), vous devez vous assurer d'avoir des voisins satisfaits. C'est pourquoi le Bureau de gestion des sommets du MAECI a créé une direction, dont le rôle est d'aller à la rencontre de la collectivité et de nous amener à découvrir la ville et de nous faire connaître.

Après la mise en place du Bureau au printemps 2009, quelques-uns de ses membres ont tenu une discussion ouverte à l'intention des résidants de Huntsville. La salle de 400 places était bondée. Les questions ont porté sur l'incidence du Sommet sur la vie quotidienne. Quelles routes seront fermées? Que se passera-t-il s'il y a des manifestants?

Les communiqués, les séances d'information avec les représentants de la sécurité et une ligne téléphonique

gratuite d'information ont permis de répondre à bon nombre de questions qui préoccupaient les résidants. Mais les relations plus personnelles avec les organisateurs du Sommet ont aidé la collectivité à comprendre les nombreuses occasions que cela peut aussi apporter. À l'été, la Direction des enjeux environnementaux et de la liaison avec la collectivité a commencé son travail.

Les membres de l'équipe, maintenant composée de 10 personnes, ont visité Huntsville au moins une fois par mois pour rencontrer les résidants, dans des circonstances parfois uniques. Une rencontre s'est tenue sur une couverture de la Compagnie de la Baie d'Hudson au village local des pionniers, pour discuter du sommet-jeunesse qui aura lieu parallèlement au G-8. Une autre a eu lieu dans un pré couvert de rosée où nous avons consulté un groupe environnemental sur l'endroit où nous pourrions planter des arbres au nom des délégués du G-8; et



Abriter la communauté : les membres de la Direction de l'écologisation et de la liaison avec la collectivité dirigent des discussions sur une couverture de la baie d'Hudson au village local des pionniers.

une autre, à bord d'une embarcation, a réuni des représentants d'une association de protection des lacs, qui nous a montré des zones écologiques vulnérables le long du rivage.

Les gens de Huntsville en sont venus à connaître les membres du Bureau, et vice versa, entre autres grâce à certains éléments distinctifs. Ainsi, un client d'un de nos restaurants favoris pour le déjeuner nous a baptisés « la bande aux BlackBerry ».

Afin de mettre l'accent sur la participation des jeunes, nous avons visité des écoles, organisé des concours artistiques et monté un « G-8 modèle » pour 120 élèves des écoles secondaires locales. Ils sont venus bien préparés et ont défendu leurs positions dans un communiqué qu'ils ont produit. De plus, 10 d'entre eux représenteront Muskoka comme ambassadeurs des jeunes à MON SOMMET 2010, le sommet-jeunesse du G-8 qui rassemblera à Muskoka des jeunes de 18 à 25 ans de chaque pays du G-8 pour l'élaboration d'un communiqué à présenter aux dirigeants du G-8.

Gérer la logistique du sommet-jeunesse est une responsabilité considérable, mais qui apporte des avantages de toutes sortes. Combien d'employés du MAECI ont eu l'occasion de jouer — en version moins féroce — les juges d'American Idol pour une journée? C'est ce que nous avons fait pour choisir, parmi 30 groupes et musiciens locaux, ceux qui participeront au spectacle de clôture de MON SOMMET.

Nous avons hâte de nous installer à Muskoka pour les préparatifs du Sommet — nous sommes convaincus que nous nous y sentirons encore plus comme chez nous.

Brett Thompson est agent responsable des enjeux environnementaux et de la sensibilisation à la Direction des enjeux environnementaux et de la liaison avec la collectivité. Il est né à Muskoka.



Un pré couvert de rosée sert de lieu de consultation sur l'endroit où seraient plantés les arbres au nom des délégués du G-8.

Une vie au sommet



Jacques Joly, vétéran de l'organisation de sommets : « Le défi consiste à faire face aux imprévus. »

[Muskoka] Le saviez-vous?

La région de Muskoka s'étend sur 6 475 km² — une superficie équivalente à celle du Luxembourg ou de l'État du Delaware.

Elle compte 60 000 résidents, mais en été ce nombre grimpe à 136 000.

L'écosystème de la région est parsemé de 600 lacs, de milieux humides, de marais et de landes.

Les amateurs d'ornithologie se rassemblent à Muskoka pour observer plus de 200 espèces d'oiseaux au moment de leur retour en été ou de leur départ en automne.

[Toronto] Le saviez-vous?

La région du Grand Toronto compte plus de 5,5 millions d'habitants, ce qui en fait la cinquième municipalité la plus peuplée en Amérique du Nord.

Il se parle plus de 140 langues à Toronto.

Près de la moitié des habitants de la ville sont nés à l'étranger.

Toronto produit presque 20 p. 100 du PIB du Canada et est le siège du tiers des 500 entreprises les plus importantes au pays.

Pour quelqu'un censé prendre sa retraite l'automne dernier, on peut dire que Jacques Joly est un homme occupé. Un vétéran de l'organisation de sommets depuis bientôt 30 ans, il est directeur des services conférenciers au Bureau de gestion des sommets du MAECI; à ce titre, il coordonne les installations pour les réunions, les dîners, les réceptions, ainsi que les télécommunications et les services de traduction et d'imprimerie des dirigeants. Le travail est énorme, mais il va de pair avec le sentiment de satisfaction qu'il éprouve.

« J'ai eu le privilège de participer à tant de sommets, non seulement comme fonctionnaire, mais aussi comme citoyen canadien. J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs dirigeants mondiaux et j'ai le sentiment d'avoir apporté, quoique modestement, ma contribution personnelle. »

Jacques est l'une des rares personnes à avoir consacré sa longue carrière au MAECI exclusivement à l'organisation de sommets. Lors du premier sommet auquel il a pris part, soit celui du G-7 en 1981 à Montebello, il a contribué à l'installation technique des salles de réunion et des bureaux. Il a également pris part aux sommets suivants du G-7 : à Toronto en 1988, à Halifax en 1995 et à Kananaskis en 2002 (devenu le G-8, après l'admission de la Russie). Il a également collaboré à une Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, à un Sommet des Amériques, à plusieurs sommets de la Francophonie et à un Sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique, événements ayant tous eu lieu au Canada. De plus, il a participé à la gestion de sommets planifiés par d'autres ministères, y compris la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, organisée à Montréal en 2005 par Environnement Canada, et la XI^e Conférence internationale sur le sida, tenue en 1996 à Vancouver, organisée en partie par Santé Canada.

Jacques devait prendre sa retraite en septembre dernier, mais il a accepté, à la demande du sous-ministre des Affaires étrangères d'alors et sherpa aux sommets de cette année, Len Edwards, de prolonger son mandat. Son long et fructueux partenariat avec Len Edwards dans l'organisation de sommets lui permet d'affirmer que ce dernier « ne laisse rien au hasard et qu'il est le pilier des sommets du G-8 au Canada ».

Cette année, Jacques et la centaine d'employés du MAECI qui travaillent au Bureau seront plus que jamais occupés, car ils devront organiser la réunion du G-8 à Muskoka et celle du G-20 qui suivra tout de suite après à Toronto. Lorsque les dirigeants du G-8 se rencontrent, le gouvernement d'accueil doit mettre à la disposition des journalistes huit salles pour les séances d'information. Or, lors de la rencontre des dirigeants du G-20, ce sont 20 salles qu'il faudra plutôt aménager.

« À l'heure actuelle, le défi consiste à faire face aux imprévus », affirme Jacques qui attribue le succès de l'équipe à un noyau de personnes ayant à leur actif une expertise de longue date dans l'organisation de telles réunions. « Grâce aux solides connaissances que nous avons acquises, nous savons assurer le bon fonctionnement d'un sommet. » Il ajoute que d'autres pays saluent l'expertise du Canada en la matière et que plusieurs d'entre eux, y compris les États-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, l'Argentine, le Chili, le Danemark et Trinité-et-Tobago, nous ont déjà demandé des conseils.

Jacques prévoit prendre sa retraite au terme de ces sommets — finalement! Il n'exclut pas la possibilité de travailler à l'occasion, à titre de consultant, mais n'entend pas y consacrer trop de temps. Les 30 années vouées au travail d'organisation de sommets l'ont quelque peu empêché d'accorder à sa vie familiale toute l'attention voulue, poursuit-il. « Je crois qu'il est temps que j'accorde à ma merveilleuse épouse le temps auquel elle a droit. »

Privilèges étrangers

Manfred Auster, qui vient de l'Allemagne dans le cadre d'un programme d'échange d'agents, exprime avec candeur quelques réflexions sur son mandat à Affaires étrangères et Commerce international Canada.



Manfred Auster, d'Allemagne, dans le cadre de son travail sur le dossier hautement prioritaire de l'Arctique, a participé à la réunion des ministres des Affaires étrangères des États côtiers de l'océan Arctique, à Chelsea (Québec) en mars.

Le saviez vous?



La chaise Muskoka est conçue pour être confortable. Son dossier et son siège en bois sont placés selon un angle correspondant aux terrains en pente. Ses larges bras sont parfaits pour y déposer des boissons rafraîchissantes.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'aéroport de Muskoka a été utilisé par le Corps d'aviation royal norvégien pour la formation de 3 300 aviateurs.

Muskoka est le lieu de naissance du Dr Norman Bethune. Sa maison à Gravenhurst a été transformée en musée.

Muskoka est située sur le 45^e parallèle, à mi-chemin entre l'équateur et le pôle Nord. On y trouve aussi un parc d'attractions appelé Santa's Village.

Le lac Peninsula, où se tiendra le Sommet du G-8, regorge d'achigans et de brochets.

C'est un privilège de travailler au MAECI. On m'a confié un dossier de haute priorité — l'Arctique — et offert un bureau avec vue — ce qui est vraiment considéré comme quelque chose à l'administration centrale. Par ailleurs, mes hôtes au sein de la Direction des affaires circumpolaires et autochtones m'ont accueilli à bras ouverts et m'ont pleinement intégré à leurs activités quotidiennes. Le fait de travailler dans un domaine stratégique qui fait pratiquement aussi souvent la une des journaux canadiens que les derniers résultats du hockey me donne vraiment l'occasion d'apporter ma contribution.

Cet échange a été — du moins, je l'espère — bénéfique aussi bien pour le Canada que pour l'Allemagne. Bien que l'Allemagne ne soit pas un pays de l'Arctique, elle dispose d'importantes capacités scientifiques et de recherche au chapitre de la recherche polaire; de plus, elle siège au Conseil de l'Arctique à titre d'observateur permanent depuis un bon moment. Grande puissance maritime, l'Allemagne s'intéresse aux débouchés que génèrent les changements climatiques en Arctique. L'Allemagne est également l'un des principaux membres de l'Union européenne, qui élabore actuellement sa propre politique sur l'Arctique. À mon sens, mon rôle consiste à dissiper certains mythes et à contribuer à la compréhension de divers points de vue.

Pendant mon affectation d'un an ici, le ministère fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne accueille de son côté un diplomate du MAECI pour travailler à Berlin. Cette entente réciproque est assortie de certains privilèges : ainsi, je conserve mes généreux congés annuels — typiquement européen — ce qui me donne le temps de découvrir la beauté du Canada au-delà de la région de la capitale nationale. Ma famille et moi-même en profitons au maximum!

De même, mon affectation au MAECI me donne une rare occasion d'observer de l'intérieur les différences dans la culture de travail, et elles sont parfois importantes. Au sein de ma direction, la présence d'un environnement de travail efficace, mais néanmoins décontracté, m'impressionne, tout comme les efforts déployés par chacun pour préserver un sain équilibre entre la vie personnelle et professionnelle. Ceci dit, puis-je présenter quelques observations? Mes compatriotes allemands sont souvent désignés comme les inventeurs de la bureaucratie (ce qui est faux, en passant : c'est la Rome antique qu'il faut blâmer!). Toutefois, même si cela était vrai, le Canada doit avoir envié notre réussite. Je suis surpris par le nombre d'étapes qu'une simple note de service doit franchir au MAECI, ainsi que par la manière dont les activités de sensibilisation et de diplomatie ouverte sont administrées et centralisées.

Quant à la façon dont le MAECI est perçu par les autres ministères, je comprends ce que ressentent mes collègues canadiens. Nous entendons les mêmes critiques à Berlin. Et oui, à l'ère de la mondialisation, les ministères des affaires étrangères n'ont plus le monopole des relations avec les partenaires à l'étranger. Ceci dit, nous avons une capacité d'analyse globale que d'autres n'ont pas. Cela constitue véritablement une valeur ajoutée et nous devrions en être fiers. Après tout, la politique étrangère du Canada est un modèle à suivre, n'est-ce pas? Au moins, je me sentirai très privilégié d'y avoir apporté ma modeste contribution.

Manfred Auster est conseiller principal à la Direction des affaires circumpolaires et autochtones.

Changer de rôle

Par Sue Butchart

Quelque 16 000 km séparent les capitales du Canada et de l'Australie. Malgré cette distance, les deux pays entretiennent une relation solide et polyvalente, un fait dont je suis de plus en plus consciente de par mon statut de participante à un programme d'échange d'agents avec le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), à Canberra.

Depuis mon entrée au MAECI, en 2006, j'ai travaillé à la Direction du Golfe et du Maghreb et à la Direction de la politique des droits de la personne. J'ai également occupé le poste de conseillère subalterne lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2007. Lorsque l'affectation de deux ans auprès du DFAT en tant que participante à un programme d'échange d'agents a été annoncée en juillet 2009, j'y ai vu une formidable possibilité d'avancement professionnel. C'était également une belle occasion sur le plan personnel : en 1993, j'ai passé deux mois extraordinaires à Adélaïde dans le cadre d'un programme d'échange d'étudiants et j'avais hâte de retourner sur ce continent fascinant.

Je suis arrivée à Canberra en octobre dernier et j'ai été affectée à la Direction de l'Asie du Sud-Est du DFAT. Mon rôle consiste à gérer les relations bilatérales de l'Australie avec les Philippines et la Thaïlande. Compte tenu de la proximité de cette région et de son importance pour l'Australie, ce travail couvre toute une gamme de questions commerciales et liées à la politique étrangère. À mi-mandat, je serai mutée à une autre direction.

Le Canada et l'Australie collaborent étroitement sur diverses questions dans de nombreuses enceintes bilatérales et multilatérales. Les échanges entre nos fonctionnaires renforcent ces liens et constituent un outil inestimable pour mieux comprendre la façon dont les décisions sont prises et les politiques élaborées par les deux gouvernements. Pendant que je suis ici, Jane Bartlett, du DFAT, travaille à la Direction des relations avec l'Asie du Sud du MAECI.

J'apprécie au plus haut point les possibilités de perfectionnement professionnel qui me sont offertes, notamment le fait d'utiliser mes compétences en élaboration et analyse des politiques pour les intégrer à une culture et à un cadre bureaucratique différents. Le fait de participer à un programme d'échange affine également mes compétences diplomatiques. Je suis facilement reconnaissable comme la participante canadienne au programme d'échange d'agents, de par mon accent et mon laissez-passer particulier, et par conséquent, j'ai conscience de représenter mon pays. J'admets m'y être prêtée avec le plus grand enthousiasme pendant les Jeux olympiques de 2010 à Vancouver, enthousiasme que j'ai activement communiqué à mes collègues australiens chaque fois qu'un athlète canadien ou australien gagnait une médaille, et j'ai promu sans vergogne les joies du hockey sur gazon (connu ici comme le « hockey sur glace » — à ne pas confondre avec le « hockey sur gazon » qui est une discipline plus prisée ici).

Parmi les Australiens que j'ai rencontrés, plusieurs ont des liens avec le Canada, tels qu'un parent né au Canada ou un membre de la famille ou un ami qui vit ici — et bon nombre de Canadiens ont des liens semblables avec l'Australie. Je pense que les relations professionnelles et personnelles que je tisserai pendant ces deux années me feront acquérir de précieux contacts et une expérience inestimable pour mes prochaines affectations ou lorsque je rentrerai à Ottawa. J'ai la chance d'avoir des collègues extraordinaires au DFAT. Grâce à eux, je trouve un plaisir incroyable à accomplir mon travail pour aider à renforcer la relation du Canada avec un partenaire et un allié important.

Sue Butchart est cadre de direction à la Section de la Thaïlande et des Philippines de la Direction de l'Asie du Sud-Est du DFAT.



photo : Tim Allard



Sue Butchart, devant le Parlement de Canberra.

Le pouvoir du chocolat

Par Sabine Nölke

L'un des grands défis des réunions au sommet consiste à organiser, en marge de l'événement, des entretiens bilatéraux pour les principaux acteurs. En 1999, j'ai été affectée à la mission permanente du Canada auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à Vienne, juste à temps pour le Sommet de l'OSCE à Istanbul. Le Sommet a réuni 55 chefs de gouvernement et des ministres des États-Unis, de l'Europe et de la Russie ainsi que de tous les nouveaux États issus de l'ex-Union soviétique et de ceux provenant de la dissolution qui avait toujours cours en Yougoslavie. La veille de notre départ pour la Turquie, on m'a dit qu'en plus de l'achèvement des négociations au sujet de la nouvelle version du Traité sur les forces conventionnelles en Europe, dans la foulée du Pacte de Varsovie, je devais aussi organiser tous les entretiens bilatéraux du premier ministre Jean Chrétien et du ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy. Toute une tâche m'attendait!

Le plus difficile a été de planifier des entretiens à des moments bien précis avec leurs homologues, également sollicités de toutes parts, et de trouver des salles de réunion dans le rose et chic Palais Ciragan. J'ai passé 12 jours le cellulaire collé à l'oreille. La facture s'est élevée à 75 millions de liras turques — un montant plutôt difficile à inscrire dans une demande de remboursement de frais de déplacement!

Juste avant le sommet de deux jours, je suis finalement parvenue à organiser 19 entretiens (sans compter les rencontres éclair). Mais voilà : l'assemblée plénière a commencé en retard et aucun orateur n'a respecté la limite de 10 minutes qui lui était impartie. Par conséquent, lorsqu'est venu le tour du premier ministre de prendre la parole devant l'assemblée, c'était aussi l'heure de son premier entretien bilatéral. Comme le service de téléphonie cellulaire ne fonctionnait pas très bien après le tremblement de terre (sans commentaires), je me suis précipitée à la salle prévue pour laisser une note aux représentants belges. Deux d'entre eux étaient déjà présents et parcouraient des notes. D'un ton joyeux, je leur ai demandé s'ils pouvaient aviser leur premier ministre que celui du Canada aurait une demi-heure de retard. Le plus âgé me répondit : « Pourquoi ne lui dites-vous pas vous-même? », en pointant son compagnon plus jeune. Oups...



Seulement 2 des 19 entretiens planifiés se sont déroulés au moment et à l'endroit prévus. Si ma santé mentale est demeurée intacte, c'est grâce à une boîte de chocolats Godiva que j'ai achetée par sympathie pour les employés débordés qui devaient réserver les salles de réunion et n'avaient pas dormi ni mangé depuis des jours. Cela s'est avéré mon meilleur investissement à vie! En plus de déplacer des représentants de nombreux États membres de l'Union européenne pour m'obtenir des salles au gré de mes besoins qui changeaient constamment, ils m'ont donné une liste de lieux non annoncés qui pouvaient être employés sur-le-champ. Par conséquent, le ministre a pu avoir une discussion impromptue avec des membres de l'opposition serbe dans un endroit tranquille, sous un escalier de marbre rose (quelques Bulgares nous ont gentiment laissé l'endroit où ils dinaient). J'ai déniché aussi une salle charmante et rustique au sous-sol (l'ancienne cuisine du palais, je crois) qui a été utilisée pour la rencontre entre le premier ministre et le président ukrainien.

Je suis certaine que bon nombre de mes collègues ont vécu la même chose. Et pour ceux n'ayant pas encore vécu cette expérience, voici un conseil : n'oubliez pas d'apporter du chocolat!

Sabine Nölke est directrice de la Direction du droit onusien, des droits de la personne et du droit économique.

Une question d'interprétation

Par Jennifer May, Julia Bentley et Charles Reeves

En 1997, le Canada accueillait le Sommet de la Coopération économique de l'Asie-Pacifique à Vancouver et pour l'occasion, le MAECI recrutait dans le monde entier des agents de liaison chargés d'aider les représentants des « économies membres » qui devaient y assister. Nous trois formions l'équipe affectée à la délégation chinoise : Julia était agente politique à Beijing, tandis que Jennifer et Charles suivaient un cours intensif de mandarin. Nous ne nous doutions pas de la richesse des enseignements que nous allions tirer de ce Sommet!

Une de nos tâches consistait alors à nous informer des événements parallèles prévus par les délégations, de sorte que les dispositions puissent être prises pour la sécurité et les escortes motorisées. Or, les Chinois gardaient le silence à ce sujet. Le dernier jour, nous avons découvert que les trois dignitaires chinois — le président Jiang Zemin, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères Qian Qichen et la ministre du Commerce international Wu Yi — assisteraient à l'inauguration d'une exposition d'art chinois au Musée des beaux-arts de Vancouver. À la dernière minute, le ministre canadien des Affaires étrangères Lloyd Axworthy a décidé de s'y rendre aussi, ne serait-ce que pour faire honneur à la présence de ces hôtes de haut rang.

Les dirigeants ont pris place devant un auditoire de plusieurs centaines de personnes, écoutant diverses allocutions prononcées en mandarin, en cantonais et en anglais. À notre grande surprise, le président Jiang s'est adressé à l'assemblée en mandarin, des propos qu'a traduits son interprète. Il est alors devenu évident que le ministre Axworthy avait l'intention de prendre la parole à son tour. Qui traduirait ses propos? L'interprète chinoise n'est engagée que pour traduire ceux de son président. L'agent du protocole du ministre s'est penché alors vers Jennifer et lui a murmuré : « Avance-toi, c'est toi qui vas traduire. »

Après 14 mois de formation, Charles et Jennifer étaient fiers du niveau de compétence qu'ils avaient atteint, mais pas au point d'interpréter un discours du président chinois. Julia a donc été mobilisée sans cérémonie, tout juste quelques minutes avant que le ministre prenne la parole. Aujourd'hui, elle ne se rappelle pas exactement ce qu'il a dit, mais seulement qu'il n'était pas facile de deviner le bon équivalent en mandarin des noms cantonais des organisateurs sino-canadiens de l'exposition.

Pour Julia, le moment le plus mémorable du Sommet aura été celui où le président Jiang, entendant les agents de sécurité discuter entre eux, les a assurés, dans un excellent anglais, qu'il n'aurait aucune hésitation à passer devant un groupe de manifestants.

Pour sa part, Charles n'oubliera jamais qu'il a dû accompagner au pied levé la ministre Wu pour une excursion de magasinage dans les boutiques de vêtements pour dames. C'est une éventualité qui n'avait pas été prévue dans la formation des agents de liaison du Sommet.

Quant à Jennifer, elle et le vice-premier ministre Qian ont bien ri quand, après l'avoir vue deux jours durant lui ouvrir les portes des immeubles et des automobiles, il lui a demandé pourquoi elle le suivait partout. Elle lui avait été présentée comme la personne qui lui remettrait son épinglette de sécurité, et non comme son agente de liaison. Encore là, il y avait matière à interprétation.

Jennifer May est maintenant gestionnaire du programme politique à Vienne, Julia Bentley est gestionnaire du programme politique à New Delhi, et Charles Reeves est chef adjoint du Protocole et directeur des événements officiels au MAECI.



Souvenirs du Sommet : le laissez-passer de sécurité de Jennifer May à l'occasion du Sommet de l'APEC de 1997 (en haut); Julia Bentley agit à titre d'interprète pour Lloyd Axworthy (au centre); et en compagnie du président chinois Jiang Zemin (en bas) lors du Sommet de l'APEC.

Dans les coulisses du Sommet

Par Luke Sookocheff

Le Sommet des Amériques n'a lieu que tous les trois ou quatre ans et n'est l'affaire que de quelques jours. Toutefois, ses effets perdurent, grâce à la mise en œuvre des mandats par les pays, l'Organisation des États américains, les réunions ministérielles interaméricaines et d'autres organisations multilatérales qui, ensemble, forment le système interaméricain.

Le Canada contribue à faire de chaque sommet une réussite. En effet, nous avons une relation privilégiée avec cet événement. Depuis la tenue du Sommet des Amériques de 2001 à Québec, qui s'est conclu par l'adoption de la Charte démocratique interaméricaine, plusieurs pays recherchent l'expertise du Canada pour organiser leur sommet. En préparation du Sommet de Mar del Plata en Argentine, en 2005, et du Sommet de Port of Spain à Trinité-et-Tobago, en 2009, le Canada a déployé une « équipe d'intervention » de cinq experts en logistique, en protocole et en sécurité qui avaient contribué à faire de la rencontre à Québec une réussite.

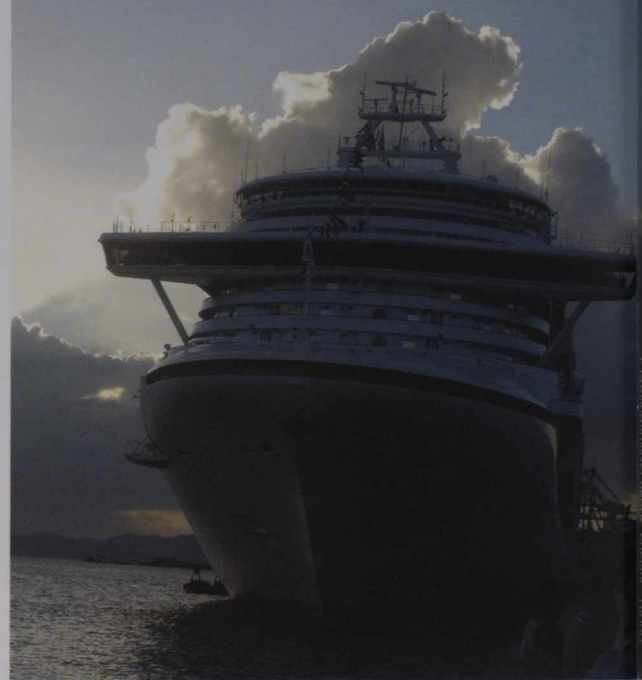
L'équipe aide plus particulièrement les organisateurs locaux d'un sommet à sensibiliser leurs supérieurs à l'importance de la logistique, qui est souvent sous-estimée dans le cadre des activités de diplomatie internationale. À l'instar de la plupart des autres pays, le Canada accorde principalement la priorité aux éléments de fond du programme, c'est-à-dire le dialogue entre les dirigeants, les thèmes devant être abordés, la négociation du texte, la participation de la société civile et des médias. Toutefois, rien de cela ne verra le jour si les vols sont en retard, si le matériel se perd ou si un lieu de rencontre est trop étroit pour accueillir tout le monde.

Par exemple, avant le Sommet de Port of Spain de 2009, l'équipe du Canada a invité des organisateurs clés de ce sommet à venir à Québec observer les dernières étapes de la préparation du Sommet de la Francophonie de 2008. Une fois de retour dans leur pays, le personnel de bureau a été accru. Les responsabilités ont été définies pour les équipes responsables de l'administration, du transport, de l'hébergement, de l'accréditation et des opérations. Les principaux sites ont été sécurisés. Les budgets ont été harmonisés aux activités. L'équipe du Canada est retournée sur les lieux de temps à autre pour fournir des suggestions sur la façon de gérer le trop-plein. (La délégation américaine de 1 000 personnes avait besoin d'un hôtel à elle seule.) Au cours du dernier mois, deux Canadiens spécialisés en logistique et en protocole ont été envoyés afin de collaborer directement avec le secrétariat et de régler les problèmes de dernière minute.

Lorsque le Sommet a eu lieu en avril 2009, les problèmes logistiques ont été relégués au second plan, tandis que les dirigeants et les délégués ont pu se concentrer sur les questions de fond qui motivaient leur présence à Port of Spain. La délégation canadienne a expliqué comment le Canada fait la promotion d'un accès équitable à la santé et a aidé à élaborer des compromis sur des sujets litigieux tels que le rôle qui revient au secteur privé dans la production d'énergie. Au bout du compte, le Sommet a surmonté les divisions éventuelles, et les dirigeants ont renouvelé leur attachement à la collaboration interaméricaine.

Alors que la poussière venait tout juste de retomber, une note diplomatique a été envoyée au Canada pour lui demander d'envoyer un expert en logistique en Colombie, afin d'aider le ministère des Finances à estimer les coûts du Sommet des Amériques de 2012. Prochaine escale : Cartagena!

Luke Sookocheff est coordonnateur du Sommet des Amériques pour la Direction de l'Amérique du Sud et des relations interaméricaines.



Lors du Sommet des Amériques de 2009 à Port-au-Prince, des cabines de bateau de croisière se sont ajoutées aux chambres d'hôtel.



Dirigeants au Sommet de 2009 : lorsque tout fonctionne bien, la logistique est invisible.

Se charger de Tokyo

Lise-Anne Veillette est arrivée à Tokyo, il y a 18 mois, pour ouvrir un bureau chargé des questions liées aux douanes pour l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Elle a alors entrepris de nouer des liens avec ses homologues et collègues du domaine de la sécurité dans la chaîne commerciale.

Lise-Anne, qui est âgée de 39 ans, est agente d'intégrité de la frontière à l'ASFC et première secrétaire à l'ambassade du Canada à Tokyo; aujourd'hui, elle fait partie intégrante de la communauté internationale et japonaise des services douaniers et de l'équipe de la mission qui représente le Canada sur la scène internationale. Elle met en œuvre des programmes de sécurité relatifs aux chaînes commerciales qui, tout en facilitant le commerce, visent à protéger le Canada des expéditions posant un risque pour le pays. Son travail dans des domaines vitaux comme le renseignement permet au Canada de lutter contre le commerce illégal, par exemple la contrebande et la contrefaçon. À cette fin, elle collabore avec un groupe « holistique » de collègues de la mission, qui travaillent pour le MAECI et d'autres partenaires gouvernementaux comme l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Agriculture et Agroalimentaire Canada, la Gendarmerie royale du Canada et la Défense nationale. « Cela met vraiment en évidence le pouvoir des Canadiens à l'étranger », dit-elle.

Une grande partie de son travail consiste à mettre en commun de l'information avec d'autres agents des douanes au Japon et à travailler à des stratégies avec ceux-ci. Preuve de sa réussite : en janvier, elle a été nommée présidente du Foreign Customs Council of Japan, un réseau de concertation regroupant des membres des forces de l'ordre. Ce rôle a ses prérogatives : en avril, elle a remis les trophées aux équipes gagnantes de la compétition nationale de judo et de kendo du personnel douanier.

Née à Vancouver, Lise-Anne a toujours aimé voyager. Elle a vécu deux ans en Irlande et en Angleterre dans le cadre de programmes travail-études à l'étranger, a travaillé comme agente de bord pour une compagnie de vols nolisés, puis est entrée en fonction à l'ASFC à Vancouver dans le secteur des opérations maritimes, en 2001. Elle a eu des affectations à Ottawa et à Seattle avant de déménager à Tokyo en janvier 2009.

Son travail est exigeant, surtout en raison de la langue et de la culture, mais il lui réserve toujours des surprises. « Le Japon est un pays remarquable, aux très nombreuses facettes — tous les jours, j'apprends quelque chose ». Par exemple, elle a visité des ports dans les coins les plus reculés du Japon pour rencontrer du personnel douanier. « Ici, vous ne pouvez pas simplement téléphoner aux gens. Les relations personnelles sont importantes. »



Lise-Anne Veillette (rangée du haut, quatrième à partir de la gauche) assiste à la compétition nationale de judo et de kendo du personnel douanier.



photo : Ben Wedemire

De nombreuses facettes : Lise-Anne Veillette, assise au sommet du mont Fuji, au Japon, au lever du soleil.

Les différences culturelles s'expriment de différentes façons; ainsi, la majorité de ses homologues japonais, presque tous des hommes, s'intéressent vivement à sa vie privée. « Ils n'ont pas le moindre scrupule à me demander pourquoi je ne suis pas mariée et si je ne crains pas de devenir vieille fille. »

Son compagnon de tous les instants est une chienne nommée Maya, un cadeau d'un cousin qui a secouru le chiot sur une plage du Mexique et qui le lui a remis après qu'elle ait joint l'ASFC. Maya est un mélange de labrador noir qui pèse plus de 70 livres, ce qui fait sensation dans un pays où les chiens sont petits, et elle aime la cuisine japonaise, particulièrement les sushis. Les douanes et le renseignement étant un domaine de travail très stressant, la chienne aide Lise-Anne à avoir une vie équilibrée. « Je n'ai d'autre choix que de retourner à la maison à une heure raisonnable pour la promener et la nourrir. »

Le saviez vous?

Lise-Anne Veillette compte parmi plus de 2 500 employés, tant canadiens que recrutés sur place, qui travaillent pour quelque 22 ministères et organismes partenaires ainsi que 9 « cooccupants » du réseau international des missions du MAECI.

Elle appartient à la branche opérationnelle de l'ASFC qui assure la liaison et l'intégrité internationale des frontières dans des secteurs comme la migration irrégulière, la détection des fraudes, la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, la sécurité nationale et le renseignement stratégique. L'ASFC compte 68 employés canadiens travaillant dans 40 pays.

Une même famille

Aux dires du représentant de l'Alberta en Chine, la collaboration étroite entre collègues du MAECI, d'autres ministères et des provinces profite à tous.

David Wong, qui a grandi au sein d'une communauté chinoise de l'Alberta, sait combien il est avantageux de faire partie d'un groupe très uni. Wei Hong Wong, comme ses parents l'avaient nommé à sa naissance, est né d'un père immigré du Guangdong — une province méridionale de la Chine — qui a géré plusieurs restaurants chinois dans de petites villes du centre et de l'Ouest du Canada. Enfant, Wei Hong était parfaitement heureux : il faisait partie d'un clan qui se suffisait à lui-même en quelque sorte et qui lui apportait toute la chaleur et tout le soutien voulus. Il ne connaissait pas un mot d'anglais lorsqu'il est entré à l'école, à Edmonton.

Au fil du temps, il s'est intégré à la collectivité environnante et, à l'âge de 21 ans, il a adopté le prénom de David (Wei Hong est devenu son second prénom). David Wong a obtenu un baccalauréat en commerce

et une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Calgary, puis il a travaillé aux gouvernements fédéral et provincial. Toutefois, il rêvait depuis toujours d'aller en Chine. Son rêve s'est concrétisé vers le milieu des années 1980, car son travail l'a amené à s'y rendre périodiquement pour faire la promotion, en Asie, de l'agriculture, du commerce et des investissements albertains. Par la suite, il a été affecté au bureau commercial du Canada à Taipei, où il est demeuré pendant cinq ans. Depuis dix ans, il est le directeur du bureau de l'Alberta en Chine, à l'ambassade du Canada à Beijing.

Malgré ses racines et même s'il parle couramment le cantonais et le mandarin, les Chinois ne considèrent pas l'homme de 60 ans comme l'un des leurs. Pourtant, David a bien essayé d'expliquer sa situation, mais peine perdue. Il faut dire qu'il n'a pas les traits typiques d'un Chinois, car sa mère était canadienne. De plus, quand son père a immigré au Canada, il a décidé d'orthographier à l'anglaise son nom de famille. C'est ainsi que les « Huang » sont devenus les « Wong », nom qui n'est pas reconnu en Chine; en conséquence, on ne le voit pas comme un Chinois. Toutefois, son nom chinois en caractères chinois qui figure au dos de sa carte professionnelle contribue à rappeler ses origines.

David supervise les activités de l'Alberta à Beijing, à Hong Kong et à Taipei, une région en pleine effervescence qui entretient des relations avec la province canadienne dans les secteurs de l'exploitation pétrolière et gazière, de l'agriculture et de l'éducation. Puisqu'il représente l'Alberta, aux côtés de six employés recrutés sur place, il est appelé à travailler de près avec ses collègues du MAECI, d'autres ministères et des provinces de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique. Voici comment il considère les divers bureaux qui sont établis dans la mission : « Nous faisons tous partie de la même famille. Je dirais même que les liens entre le fédéral et les provinces sont sans doute plus serrés à l'étranger qu'au Canada. »

En effet, tous les gestionnaires contribuent à la stratégie touchant les programmes opérationnels de la mission. Ils se réunissent chaque semaine pour échanger sur les réussites et lancer des idées. « Ainsi, tout le monde peut savoir ce qui se passe », explique David. Selon lui, cette collaboration est bénéfique, d'autant plus que leurs interlocuteurs chinois ne font pas de distinction entre eux. « Nous sommes tous sous la même bannière », dit-il.

David est fier de compter parmi ces Canadiens unis et dévoués qui ont à cœur de promouvoir le commerce, l'investissement et les relations politiques avec la Chine. « Je concrétise mon rêve le plus cher », ajoute-t-il.

Le saviez-vous?

Nombre de postes du personnel à l'étranger par catégorie de programme

	Total des postes	Pourcentage
Consulaire	313	6
CDM	733	14,1
REPAP	716	13,8
Commerce	906	17,5
Partenaires et cooccupants	2 513	48,5
Total	5 181	100

Source : Rapport annuel sur le réseau du Canada à l'étranger 2008-2009



Réaliser ses rêves : David Wong, devant l'ambassade du Canada à Beijing.

Présenter le Canada

Mettant à l'honneur la magie du Cirque du Soleil, des mets réconfortants typiquement canadiens et le divertissement de notre « Dashan » canadien, le pavillon du Canada à l'Expo 2010 de Shanghai a ouvert ses portes le 1^{er} mai, soulignant les liens économiques, politiques et culturels que nous entretenons avec la Chine. Le pavillon, l'un des plus imposants et des plus imaginatifs de la plus grande exposition universelle jusqu'à présent, devrait attirer quelque 30 000 visiteurs par jour. En plus d'une programmation axée sur la culture, la promotion des affaires, les communications, les affaires publiques et l'art culinaire, le pavillon présente le Canada comme un endroit attrayant pour l'investissement, les voyages et les études.

« Il s'agit d'une occasion toute spéciale de faire la promotion du Canada auprès des gens du monde entier, affirme le consul général du Canada à Shanghai, Nadir Patel. Les programmes commerciaux, les activités culturelles et les conférenciers de haut niveau impressionnent les participants à nos événements — et, bien sûr, notre pavillon les renverse! »

Nadir indique qu'avec l'Expo, la venue de délégations ministérielles, provinciales et du secteur privé tient la mission fort occupée. L'Expo, ajoute-t-il, est l'endroit idéal pour lancer le programme Investir au Canada du MAECI, qui propose des groupes de discussion avec des représentants commerciaux chinois et canadiens afin de promouvoir les atouts économiques, les avantages concurrentiels et l'esprit novateur du Canada.

Sur le thème « Meilleure ville, meilleure vie », l'Expo, qui se déroulera jusqu'au 31 octobre, comprend plus de 230 pavillons qui représentent pas moins de 180 pays. On y retrouve entre autres les pavillons des villes de Vancouver et de Montréal. L'événement devrait attirer autour de 90 millions de visiteurs de partout dans le monde. Le pavillon du Canada a pour thème « La ville en vie : inclusive, durable, créatrice ». Conçu par le Cirque du Soleil, il comprend de nombreuses caractéristiques durables sur le plan de l'environnement, dont des « murs verts » (recouverts de semis d'arbres à feuillage persistant) qui contribuent à filtrer l'air, à recueillir l'eau de pluie et à garder frais l'environnement intérieur. Le pavillon propose également des expositions multimédias interactives sur le Canada, des amuseurs du Cirque et un restaurant où des repas canadiens sont servis.



Le pavillon du Canada propose des expositions multimédias interactives ainsi que des numéros du Cirque du Soleil.



Mark Rowswell, connu en Chine sous le nom de « Dashan », accueille la communauté internationale au pavillon du Canada.

Andrea Clark-Grignon, qui est agente d'affaires publiques au consulat général du Canada à Shanghai, précise que le pavillon n'est pas seulement un lieu de plaisir et de divertissement, c'est aussi un lieu où l'on parle d'affaires, d'innovation, d'expertise et de leadership dans le secteur technologique. Un certain nombre d'ateliers et d'exposés doivent d'ailleurs se tenir au pavillon et aux alentours. Le travail d'Andrea comprend de planifier les visites de représentants canadiens de haut niveau, lesquelles sont rendues plus complexes en raison de l'ampleur et de la portée de l'événement. « L'accueil approprié de nos délégations de marque représente un défi, car il semble que toutes les personnes qui sont à l'Expo sont des invités de marque! »

Le Canadien Mark Rowswell, qui est acteur et commentateur à la télévision, né à Ottawa, est connu en Chine sous le nom de « Dashan » (« grande montagne »); il est le commissaire général du Canada à l'Expo de Shanghai. Mark, l'étranger le plus connu en Chine (également frère de Ben Rowswell, chef de mission adjoint à Kaboul pour le MAECI) participe à l'accueil des visiteurs du monde entier au pavillon du Canada.

L'Expo 2010 de Shanghai en chiffres

- ▶ 6 mois
- ▶ plus de 230 pavillons
- ▶ plus de 180 pays participants
- ▶ superficie de 5,3 km²
- ▶ 90 millions de visiteurs attendus à l'Expo
- ▶ 5,5 millions de visiteurs attendus au pavillon du Canada

Le Canada dans les expositions universelles

- ▶ Depuis 1851, la présence du Canada dans les expositions universelles n'a pratiquement jamais été interrompue; le Canada a accueilli Expo 67 à Montréal et Expo 86 à Vancouver.
- ▶ Patrimoine canadien assure la gestion de la participation canadienne, en collaboration avec des organisations canadiennes publiques, privées et non gouvernementales.
- ▶ Les expositions universelles permettent au Canada de présenter ce qu'il a de mieux à offrir sur le plan de l'ingéniosité et de l'innovation.

Un moment remarquable pour le commerce canadien

Par Patricia Elliott, Duncan Wright et Danielle Sabourin

Qui aurait cru que le mandat d'un agent de liaison dans le cadre de l'Initiative pour les dirigeants d'entreprises de calibre mondial comprendrait de fournir des listes de studios de yoga, d'être présents sur la piste lors de l'arrivée de jets privés et de réaliser des visites guidées improvisées de la ville à l'intention des investisseurs et des conférenciers? Même sans avoir le même prestige que la participation aux réceptions, aux conférences ou aux événements sportifs, l'accompagnement des PDG étrangers a été une composante importante des efforts du MAECI pour attirer l'investissement durant les Jeux olympiques d'hiver de 2010.

En tout, neuf délégués commerciaux du bureau régional de Vancouver ont accompagné les 35 dirigeants d'affaires internationaux qui se sont rendus dans la ville à l'occasion des Jeux olympiques; ils leur ont offert une gamme de services tout en faisant valoir le Canada comme un partenaire commercial de choix. En étroite collaboration avec la Direction générale de l'investissement au Canada, à l'administration centrale, le bureau a jumelé les PDG d'Europe, d'Asie et des États-Unis avec des délégués commerciaux qui possédaient l'expertise sectorielle nécessaire et les capacités linguistiques pertinentes — en français, en espagnol, en japonais, en mandarin et en allemand.

Comme agents de liaison, nous étions facilement repérables à notre manteau bleu foncé portant l'inscription « Vancouver 2010 », notre foulard blanc et rouge et nos mitaines olympiques rouges qui étaient très prisées. Habillés de cette façon, on nous a souvent pris pour des bénévoles ou des agents de sécurité et demandé de l'information touristique, de distribuer des autocollants et des épinglettes de la mascotte, de contenir la foule ou de calmer des situations tendues.

« L'hospitalité canadienne nous a grandement impressionnés... Nous avons trouvé tous les aspects de notre séjour à Vancouver intéressants et fascinants. »

Yasuchika Hasegawa, PDG, Takeda Pharmaceutical Company

À titre d'agents de liaison, nous avons eu plusieurs défis que nous avons su relever avec brio. La médaille d'endurance va à Duncan Wright, qui a accompagné des PDG de Belgique, de la Silicon Valley et du Japon pendant 19 jours consécutifs. Le transport dans la ville accueillant les Jeux n'a cessé d'être un casse-tête, exigeant à la fois de faire appel au transport en commun, aux taxis, aux autobus et aux voitures de location pour permettre à tous de profiter au maximum de leur séjour.

Notre équipe a également connu des premières. Ainsi, en compagnie des PDG, nous nous sommes déplacés dans quatre prototypes de pointe de véhicules reluisants à pile à hydrogène de General Motors. Certains d'entre nous ont aussi joué les chauffeurs dans des voitures de location lorsque les véhicules de General Motors n'étaient pas disponibles ou étaient trop en demande.

La rencontre de célébrités et d'athlètes médaillés a été fréquente... et bienvenue! Nous avons rencontré des personnalités comme Wayne Gretzky, le premier ministre Stephen Harper, le médaillé américain en natation Michael Phelps ainsi que le gouverneur de la Californie Arnold Schwarzenegger.

Pour le MAECI, le programme commercial a été un énorme succès. Les PDG ont dit avoir apprécié l'organisation sans faille de l'Initiative pour les dirigeants d'entreprises de calibre mondial et les renseignements reçus sur les avantages d'investir au Canada. « L'hospitalité canadienne nous a grandement impressionnés, a déclaré le PDG de Takeda Pharmaceutical Company, Yasuchika Hasegawa. Nous avons trouvé tous les aspects de notre séjour à Vancouver intéressants et fascinants. »

Les collègues du bureau régional partagent cette réussite avec les agents de liaison. Bien qu'ils n'aient pas directement participé au programme commercial, ils ont continué d'offrir aux clients, comme à l'habitude, leur service amical et professionnel.

Notre participation aux Jeux d'hiver de 2010 comme agents de liaison a été un privilège et une expérience inoubliable. Elle nous a rappelé que nous disposons à Vancouver d'une excellente équipe, qui incarne le Canada et ses « plus brillants exploits ».



Quelques minutes de repos près de la flamme olympique : (de gauche à droite) Terri Lee Edward, Adeline Leung, Rosina Neves, Quatchi, Meera Bawa, Patricia Elliott, Mukmuk, Anita Pan, Duncan Wright, Miga Sumi, Wendy Trusler et George Jung.

[Toronto] Cinq endroits à ne pas manquer

Pôle commercial, financier, industriel et culturel, Toronto est une ville hautement multiculturelle où la qualité de vie compte parmi les meilleures du monde. Le Sommet du G-20, qui se déroulera les 26 et 27 juin au Palais des congrès du Toronto métropolitain, attirera des personnes de tous les pays. Jim Feir, délégué commercial récemment affecté au bureau régional de Toronto du MAECI, vous propose cinq endroits à visiter tout près de l'endroit où se déroulera le Sommet.



photo : City of Toronto

LA TOUR CN

Haute de 553,33 m, cette tour est la plus élevée du monde. Cet endroit emblématique est idéal — à moins d'avoir le vertige — pour avoir une vue d'ensemble de Toronto. Vous pourrez constater à quel point la ville est étendue et parsemée d'espaces verts. À partir de là, il vous sera possible de décider où vous vous rendrez pour passer le reste de la journée ou de rester et de manger dans le restaurant tournant. Par temps clair, il est possible de voir les chutes Niagara.



photo : Adrian Holmes

LE JARDIN MUSICAL DE TORONTO

Le violoncelliste Yo-Yo Ma et la conceptrice-paysagiste Julie Messervy ont créé ce parc riverain en s'inspirant de la Suite pour violoncelle seul n° 1 de Jean-Sébastien Bach. Dans cet espace public, vous pouvez écouter un concert gratuit ou vous asseoir et observer la nature en toute quiétude. À titre plus personnel, le mâit du jardin a été conçu par feu Anne Roberts de Feir's Mill Design. Situé dans le secteur des lacs Kawartha, Feir's Mill est l'endroit où mes aïeux se sont installés et ont établi une scierie et un moulin à broyer le blé lorsqu'ils ont quitté l'Irlande pour venir au Canada en 1834.



photo : Tourisme Toronto

LES RAVINS, LES ÎLES ET LES QUARTIERS

Peu importe où vous vous trouvez à Toronto, vous pouvez vous rendre à un ravin : vous y découvrirez sous le niveau du sol un monde qui fait écho à l'histoire de nos peuples autochtones, sans compter une faune et une flore impressionnante. De plus, vous pouvez y faire des randonnées, du vélo et des pique-niques. Vous pouvez également vous rendre rapidement aux îles de Toronto en empruntant un traversier; celles-ci sont l'un des secrets les mieux gardés de la ville. Vous y trouverez des coins tranquilles, un parc d'attractions et des plages. Vous aurez également une vue splendide sur la silhouette de Toronto, en particulier la nuit. En outre, vous pourrez profiter de la diversité de la vie culturelle et de la gastronomie des quartiers de Toronto : chaque pays du G-20 trouvera un restaurant qui le représente.



photo : Tourisme Toronto

LE QUARTIER HISTORIQUE DE LA DISTILLERIE

Dans bon nombre d'endroits, un peu partout dans le monde, des bâtiments historiques sont rasés et font place à de grands immeubles en copropriété. Or, Toronto a conservé l'ancienne distillerie de whisky Hiram Walker-Gooderham & Worts et a fait le choix judicieux d'en permettre la transformation en un village piétonnier entièrement voué aux arts, à la culture et au divertissement. Vous y trouverez des restaurants, des galeries d'art, des cafés et des boutiques ainsi que le plus vaste regroupement de bâtiments, les mieux conservés en Amérique du Nord, à l'architecture industrielle de style victorien.



photo : Reuters

LA BOURSE DE TORONTO

Je suis un délégué commercial, alors il fallait bien que je parle de cet endroit! Située au cœur du quartier financier de la ville, la Bourse de Toronto est la troisième bourse en importance en Amérique du Nord. Vous pourrez découvrir le monde des finances et apprendre comment le marché fonctionne au Stock Market Place, un centre des visiteurs à la fine pointe de la technologie. Peut-être y dénicheriez-vous le moyen de faire fortune!

Jim Feir, originaire de Winnipeg, a commencé à découvrir ce que la métropole prospère qu'est Toronto a à offrir en 2009.

La place du Canada dans l'hémisphère

La mission du Canada auprès de l'Organisation des États américains (OEA) célèbre ses 20 ans, au moment où une activité intense caractérise ses relations et la vie dans l'hémisphère.

Nichée dans un coin modeste de la vaste ambassade du Canada à Washington, la Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des États américains (PRMOAS) pourrait être prise, à tort, pour la « deuxième » mission assoupie de la ville. Pourtant, au regard des activités du système interaméricain durant l'année qui vient de s'écouler, cette mission est loin d'avoir été tranquille.

En avril 2009, le 5^e Sommet des Amériques, qui s'est déroulé à Trinité-et-Tobago, a été couronné de succès et a été l'occasion pour le président des États-Unis Barack Obama de faire une entrée remarquée sur la scène régionale. Puis, en juin au Honduras, où s'est tenue l'Assemblée générale de l'OEA, des négociations incessantes ont abouti à lever la suspension imposée par l'OEA à Cuba, une mesure en place depuis longtemps. Plus tard au cours du même mois, un coup d'État a eu lieu au Honduras où le président Manuel Zelaya a été écarté du pouvoir. Le coup d'État a maintenu la PRMOAS en haleine, étant donné le rôle qu'a joué l'OEA pour favoriser un règlement démocratique de la crise. À cela s'ajoutent les tremblements de terre épouvantables survenus plus tôt cette année en Haïti et au Chili, la récente réélection du secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, pour un autre mandat de cinq ans, et la tenue de nombreuses élections nationales. Cette période en a été une d'intense activité pour l'hémisphère et par conséquent pour le Canada!

L'OEA est la plus vieille organisation régionale du monde. Elle a vu le jour en 1890 et portait à l'époque le nom d'Union internationale des Républiques américaines. L'OEA a été constituée en 1948. Le Canada s'y est joint à titre d'observateur permanent en 1972 avant d'en devenir membre à part entière en 1990.

Travailler au sein de la PRMOAS, c'est comme avoir un pied à Washington et l'autre en Amérique latine et dans les Caraïbes. À la mission et partout en ville, tout est typiquement nord-américain. Mais dès que vous entrez au siège richement décoré de l'OEA, en bordure du National Mall, à l'angle de la 17^e Rue et de l'avenue Constitution, c'est comme si vous étiez transporté à des milliers de kilomètres au sud. En fait, les réunions se déroulent bien plus souvent en espagnol qu'en anglais. Les discours sont pimentés d'autant de références à Marcus Garvey, Simon Bolivar et Toussaint Louverture qu'à Franklin D. Roosevelt ou Pierre E. Trudeau.

Une autre particularité du travail à l'OEA est sa culture du consensus. La grande majorité des décisions sont prises avec l'accord de tous les États membres. L'adoption à l'unanimité d'une décision peut constituer un défi de taille, avec plus de 30 pays autour de la table, chacun ayant ses propres priorités, lesquelles sont concurrentes et quelquefois contradictoires. Chaque pays membre fait valoir ses positions respectives, ce qui donne lieu parfois à des débats très animés.

L'OEA est souvent un microcosme de ce qui se passe dans l'hémisphère. Les manchettes de journaux à propos des griefs d'un pays à l'égard d'un autre trouvent parfois leur écho dans les échanges entre les représentants au Conseil. Heureusement, toutes les tensions qu'il peut y avoir autour de la table de négociation ont tendance à se dissiper une fois que les gens quittent la salle de réunion, et un sentiment de camaraderie prévaut. Cette camaraderie est également présente au cours des activités sociales de l'OEA ainsi que dans les occasions officielles. Lors des rencontres qu'organisent les pays membres, on a autant de chance de voir se produire des orchestres de mariachi et des groupes de calypso (ou, s'il se trouve, un orchestre de jeunes du Venezuela) que de groupes de jazz ou de quartets à cordes.

Évidemment, représenter le Canada au sein d'une organisation multilatérale exige une liaison et des communications constantes avec Ottawa et avec les missions canadiennes présentes dans la région. Dans les jours qui ont suivi le coup d'État au Honduras, par exemple, la coordination avec nos missions à Tegucigalpa et à San José a été essentielle pour définir une position canadienne éclairée. D'un autre côté, une intervention canadienne à l'OEA concernant l'état de la situation dans un pays donné peut avoir des répercussions directes sur les relations bilatérales du Canada sur le terrain. La PRMOAS sert toutes les missions bilatérales du Canada dans la région, et vice versa.



Peter Kent, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques), assiste à une séance extraordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA en juillet 2009 portant sur la situation au Honduras après le coup d'État.



Le ministre des Affaires étrangères Lawrence Cannon prend la parole lors d'un événement du MAECI en mars pour souligner le 20^e anniversaire de l'adhésion du Canada à l'OEA. Également en photo : (de gauche à droite) Peter Kent, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques), le secrétaire général de l'OEA José Miguel Insulza et l'ancien premier ministre Brian Mulroney.

Outre le MAECI, la PRMOAS sert également un certain nombre de ministères. L'OEA est probablement mieux connue pour son rôle dans la promotion de la démocratie et des droits de la personne dans la région; toutefois, la PRMOAS a un conseiller qui représente l'ACDI au sein de la mission. Cela met en lumière le rôle actif de l'OEA dans le domaine du développement, ainsi que les partenariats établis par l'ACDI avec l'OEA et certaines organisations comme l'Organisation panaméricaine de la santé. L'OEA œuvrant également dans des secteurs aussi variés que la sécurité, le travail, la culture et l'éducation, la PRMOAS représente souvent les ministères canadiens responsables de ces secteurs et accueille les missions de passage déléguées par ces ministères.

La mission fonctionne bien, avec ses 12 employés — comprenant des employés canadiens et des employés recrutés sur place (ERP) — qui composent avec les divers engagements et réunions. Brad Weaver, l'employé qui possède le plus d'ancienneté, est un ERP qui, depuis la création de la mission en 1990, a été le chauffeur des six ambassadeurs à l'OEA. Il sait ce que représente l'infinie variété du travail. « Ce sont des gens très occupés, avec des réunions de comité, des groupes spéciaux ou des réunions en tête-à-tête qui, souvent, commencent très tôt le matin et finissent très tard le soir », explique-t-il. Les liens étroits existant entre le personnel de la mission et les membres de l'OEA, ajoute-t-il, « créent des amitiés éternelles ».

Pour célébrer le 20^e anniversaire du Canada en tant que pays membre de l'OEA, la mission a coordonné la construction d'un inukshuk, lequel occupe maintenant une place de choix dans le patrimoine immobilier de la capitale américaine, sur la pelouse du siège de l'OEA. Niché entre la Maison-Blanche et l'obélisque de Washington, l'inukshuk est un symbole fort du Canada dans l'hémisphère, et il se trouve justement être à Washington.



Un inukshuk se dresse sur le terrain principal du siège de l'OEA afin de souligner le 20^e anniversaire de l'adhésion du Canada à l'OEA en tant qu'État membre.



Le siège richement décoré de l'OEA en bordure du National Mall.



Coup d'œil [Le Canada et les Amériques]

En 2009, les exportations de marchandises canadiennes vers l'Amérique latine et les Caraïbes, excluant le Mexique, ont totalisé 6,2 milliards de dollars.

En 2009, les importations de marchandises au Canada provenant de la région ont atteint 13 milliards de dollars.

En 2009, l'investissement direct canadien dans la région s'est établi à 123 milliards de dollars, en hausse de 93 p. 100 depuis 2000; ceci équivaut à près de cinq fois l'investissement canadien en Asie.

En 2008, plus de 5 millions de Canadiens ont voyagé en Amérique latine et dans les Caraïbes, y compris le Mexique, ce qui représente une hausse de 15 p. 100 par rapport à 2007.

Formation éclair en affaires multilatérales

Par Darren Rogers

Lorsqu'elle est entrée comme stagiaire à l'ambassade du Canada à Washington en 2005, Patricia D'Costa ne se doutait pas que deux ans plus tard, elle représenterait le Canada dans les dossiers ayant trait à la sécurité continentale à l'Organisation des États américains (OEA). Et le plus étonnant, c'est que Patricia, représentante suppléante à la mission permanente du Canada auprès de l'OEA, est une employée recrutée sur place (ERP).

À la mission, Patricia mène le dossier de la sécurité avec la même autonomie que celle dont jouissent ses collègues canadiens pour gérer leurs propres dossiers respectifs, que ce soit la démocratie, les droits de la personne ou le développement. Ainsi, au cours d'une journée typique, elle peut consulter d'autres ministères fédéraux au sujet du libellé d'une déclaration sur l'action antimines, représenter le Canada à une réunion sur le trafic des stupéfiants ou communiquer avec d'autres missions pour concilier des positions divergentes sur la prolifération des armements.

Patricia, qui a joué un rôle notable dans la planification et la réalisation de la Conférence des ministres de la Défense des Amériques qui a eu lieu à Banff en 2008, a contribué au développement des relations civilo-militaires entre les États membres de l'OEA. Elle a même été vice-présidente de la Commission de l'OEA pour la sécurité continentale en 2008-2009.

Sa compétence et son entregent lui ont acquis le respect de ses homologues civils aussi bien que militaires. « Dans le domaine de la sécurité, plusieurs de mes collègues sont des hommes militaires, explique-t-elle. À mon avis, c'est une chance qu'ils m'acceptent comme égale. » Dans le contexte multilatéral, les relations importent souvent plus que les titres pour régler des questions précises. « Il faut être en mesure de prendre le téléphone et savoir qui appeler. » Et ses homologues des autres missions lui parlent volontiers : elle a la réputation d'une alliée bien informée et d'une négociatrice juste et méthodique.

Patricia est née au Kenya. À l'âge de huit ans, elle est venue au Canada avec sa famille, qui s'est établie à Mississauga, et est devenue citoyenne canadienne. Elle a fréquenté l'Université de Waterloo, puis a fait une maîtrise en relations internationales à l'Université de Syracuse, aux États-Unis; c'est à cette époque qu'elle a élu domicile à Washington pour terminer ses études et entreprendre sa carrière.

Son travail de représentante suppléante est stimulant et lui donne l'occasion de voyager dans la région, ce qui l'enchant. Son statut d'employée recrutée sur place n'influe ni sur son attitude, ni sur les perceptions des autres : « En dehors de la mission, personne ne sait ni ne veut savoir que je suis une ERP. On ne voit que le Canada. » Par contre, si elle compare les employés canadiens aux employés recrutés sur place, elle fait remarquer que ces derniers doivent souvent démarrer sur les chapeaux de roue : « Nous ne bénéficions pas des périodes de transition dont jouissent les collègues qui viennent de l'administration centrale. »

Pour sa part, Patricia compense largement ce handicap à force d'ingéniosité et d'enthousiasme. « À mon arrivée, on m'a dit que les affaires multilatérales, c'est un travail qu'on adore ou qu'on déteste. » Après une seconde de réflexion, elle ajoute : « Moi, j'adore ça. »

Darren Rogers est représentant de l'ACDI et conseiller en coopération à la mission permanente du Canada auprès de l'OEA.



Patricia D'Costa représente le Canada à une séance de l'OEA.

La vie en eau vive

Pour Ingrid Harder, une journée qui démarre intensément au travail et se termine par du kayak en eau vive est une journée d'équilibre et de bonheur parfait.

Ingrid compte sept années comme stratège des communications et dans le domaine de la gestion des conflits au MAECI. Elle dirige actuellement au Canada une équipe du Bureau de gestion des sommets qui gère les sites Web des sommets du G-8 et du G-20. Cependant, jusqu'en mars, elle faisait ce travail depuis Wellington, en Nouvelle-Zélande, à 14 000 km de distance, où elle habitait depuis 15 mois avec son partenaire, Mark Malan, qui travaille pour le gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

Le télétravail à une telle distance n'est pas facile, mais cela a très bien fonctionné. Depuis la Nouvelle-Zélande, elle a encadré cinq personnes de l'administration centrale, contribuant à préparer une stratégie des communications électroniques pour les sommets. Avec le décalage horaire, elle avait parfois seulement trois heures communes de travail avec son équipe d'Ottawa.

Médias sociaux et rencontre aux sommets

Vous cherchez les dernières nouvelles des sommets du G-8 et du G-20? À mesure que se dérouleront les événements à Muskoka et à Toronto, il sera possible de les suivre sur Facebook et YouTube, et en visualisant les images en haute résolution sur Flickr. Twitter enverra des liens vers les communiqués et d'autres documents importants. Les sites Web des sommets (www.G8.gc.ca et www.G20.gc.ca) comportent des liens vers ces médias sociaux et vers les discussions en ligne où il sera possible de participer à des discussions publiques informelles.

Les médias sociaux « permettent à tout un segment de la population canadienne qui ne fait pas partie du monde universitaire ni du monde des organisations non gouvernementales d'avoir son mot à dire », affirme le spécialiste des nouveaux médias au Bureau de gestion des sommets, Tyler Knowlton, qui a préparé la stratégie des médias sociaux pour le G-8 et le G-20. Il ajoute que les journaux, les magazines et les bulletins d'information conservent leurs rôles, mais que les nouvelles les plus fraîches viendront d'Internet.

« Nous devons être très concentrés, explique Ingrid. L'équipe arrivait bien préparée avec ses questions; et parfois, nous avons probablement eu de meilleures discussions que si nous avions eu un tête-à-tête. » Le perfectionnement de la technologie de la vidéoconférence y est pour beaucoup dans le fait que, malgré tout, Ingrid a pu éprouver un sentiment de proximité physique en parlant chaque jour avec son équipe par écran informatique. « On a l'impression d'avoir un contact personnel que le téléphone, par exemple, ne nous procurerait jamais. »

Le directeur général des programmes au Bureau de gestion des sommets, Sanjeev Chowdhury, estime que le fait d'avoir Ingrid en train de faire du télétravail était parfait. « Pendant que nous dormions, elle travaillait, et cela nous a permis d'accorder une attention ininterrompue à cette action de communications électroniques. »

Pour Ingrid, l'un des avantages particuliers du télétravail réside dans le fait qu'après les trois heures où elle avait été en lien avec son équipe, elle avait le reste de la journée pour travailler seule de manière très productive. Et en fin de journée, elle pouvait s'offrir le luxe de descendre en kayak deux rivières (Hutt et Akas) situées à 15 minutes de chez elle. Ce sont des rivières très agréables pour le kayak, de niveau II-III, ce qui signifie qu'elles sont relativement faciles.

« Vous avez une ou deux heures pour en profiter avant la tombée de la nuit. C'est vraiment une activité plaisante à faire après le travail », dit-elle, ajoutant que sur un kayak, la pression du travail se dissipe rapidement. « Rien n'est plus agréable. Vous descendez un rapide, totalement concentré, totalement immergé dans l'instant. Il est impossible de s'inquiéter de quoi que ce soit d'autre. »

Lorsque les sommets seront terminés, elle retournera en Nouvelle-Zélande pour terminer les derniers mois de son contrat, après quoi elle aimerait poursuivre le télétravail, à un titre ou à un autre, pour le compte du Ministère. Ingrid aime travailler à distance. De plus, elle apprécie une chose : son exemple démontre qu'il est possible de gérer une équipe de très loin sans compromettre la qualité du travail, ce qui est le but de la politique sur le télétravail du Ministère.

« Notre équipe a montré qu'on pouvait faire preuve de créativité en allant au-delà de l'idée que l'administration centrale doit toujours être la base », a-t-elle ajouté. « Cela fait partie du programme de transformation. Et si les gens des communications électroniques ne peuvent pas faire du bon télétravail, alors qui d'autre le pourrait? »



Équilibre travail-vie personnelle : Ingrid Harder aime faire du kayak à ses heures de loisir. Dans l'exercice de ses fonctions (encart), elle fait du télétravail : on la voit ici communiquer par ordinateur avec Mark McLaughlin, un directeur adjoint du Bureau de gestion des Sommets. *photo principale* : Yvon Martin, *photo en encart* : Tarik Abouziane/MAECI

Le temple de la science

À la rencontre de nos voisins : Le numéro 100 de la promenade Sussex, dont l'origine remonte à la Grande Dépression, est situé en face du MAECI et constitue un témoignage durable de l'importance de la science et de la technologie pour l'intérêt national. Par Leslie Meerburg



photos : Harry Turner/CNRC

L'aire publique du 100, promenade Sussex comprend des marches en marbre, des peintures élaborées et plusieurs sculptures. photo : Harry Turner/CNRC

Le saviez-vous?

Étant donné sa similarité avec le Palais de Buckingham, le 100, promenade Sussex a souvent été considéré comme un modèle réduit du palais.

Au-dessus de l'entrée principale se trouve une citation choisie par l'ancien premier ministre Mackenzie King : « Laboratoires du CNRC / Grande est la vérité et puissante par-dessus tout / Elle dure et elle est toujours forte / Elle vit et conquiert à jamais / Plus vous cherchez, plus vous vous émerveillerez [trad.] ».

Le CNRC a été établi ici en raison de la proximité de la station hydroélectrique de la rivière Rideau, qui lui a fourni l'essentiel de son électricité jusqu'aux années 1970.

En regardant les 16 colonnes doriques autoportantes se dresser à plus de 20 mètres de hauteur, bien au-dessus des rives de la rivière des Outaouais, il est permis de s'imaginer que le 100, promenade Sussex est tout autre chose que ce qu'il est réellement : un laboratoire rempli de scientifiques de renommée internationale et d'installations à la fine pointe du progrès ainsi qu'un lieu de recherches innovantes.

Inauguré en 1932 comme premier siège permanent du Conseil national de recherches du Canada (CNRC), l'immeuble témoigne de la richesse naturelle du Canada. Les murs extérieurs sont faits de grès Wallace de la Nouvelle-Écosse et reposent sur une fondation de granit provenant de Scotstown, au Québec. Les salles intérieures sont finies en calcaire de Tyndall du Manitoba, et la surface de la pierre laisse voir un grand nombre de spécimens fossiles.

En pénétrant dans l'édifice, on découvre une entrée richement décorée, puis huit grandes marches de marbre menant à la rotonde principale. Un coup d'œil au plafond révèle une peinture d'un ciel de nuit tel qu'on peut l'apercevoir chaque soir du 22 mars à 21 h. Partout dans le foyer se trouvent des sculptures représentant des symboles mathématiques, la loi d'Ohm, un manipulateur, des symboles alchimiques, des représentations du soleil levant, des coquillages et des feuilles d'érable. La rotonde conduit à un auditorium de 300 sièges dont les murs sont de marbre italien, les coins arrondis et les colonnes cannelées. Ailleurs, l'immeuble renferme une bibliothèque importante ainsi que d'innombrables laboratoires où ont travaillé plus d'une demi-douzaine de lauréats du prix Nobel. Le comité du prix Nobel appelait l'immeuble le centre de recherche mondial du domaine de la spectroscopie moléculaire, alors qu'un lauréat britannique du prix Nobel le tenait pour un haut lieu de la science, le désignant ainsi comme un complément judicieux à l'immeuble Lester B. Pearson du MAECI situé en face et qui fait honneur à un autre Canadien lauréat du prix Nobel.

L'immeuble a abrité le siège social du CNRC jusqu'aux années 1960, alors que ce dernier a été déménagé sur le vaste campus de l'organisme sur le chemin Montréal, à Gloucester. Aujourd'hui, on retrouve au 100, promenade Sussex — appelé Laboratoires Sussex du CNRC — plus de 300 des 4 000 employés du Conseil. Les recherches faites ici vont du traitement des maladies neurodégénératives (comme l'alzheimer et le parkinson) aux immunothérapies contre les maladies infectieuses (comme la méningite) et repoussent les limites du savoir grâce à la science moléculaire (par l'utilisation de lasers ultrarapides et de la lumière).

À l'aide d'installations réparties dans chaque province, les scientifiques et les ingénieurs du CNRC aident à trouver des solutions aux risques et aux dangers de la vie courante, qu'il s'agisse de l'eau potable propre, de la qualité de l'air, du transport sécuritaire et de la prévention des maladies mortelles. En collaboration avec ses partenaires, le CNRC d'aujourd'hui essaie de trouver des sources énergétiques de rechange, des matériaux légers de pointe et de meilleures technologies médicales. C'est un organisme de recherche et de développement multidisciplinaire qui cherche à maintenir les sciences et la technologie canadiennes à des années-lumière d'avance sur la concurrence.

Leslie Meerburg est conseillère en relations avec les médias au CNRC. La première fois qu'elle a visité le 100, promenade Sussex, elle étudiait dans une école secondaire à Ottawa et cherchait un projet pour sa classe de physique. Ce projet a marqué la fin de sa carrière de physicienne, mais a lancé sa carrière en communication scientifique.



Foreign Affairs and
International Trade Canada

Affaires étrangères et
Commerce international Canada

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01032059 9

Canada

OUR WORLD

DFAIT's Employee Magazine

Issue 10—Summer 2010

DOC
CA1
EA
076
EXF
#10
SUMMER
2010

2010

Canada's International Year

Reaching the Summit

Showcasing Canada

Our OAS Mission at 20



ABOUT OUR WORLD

Our World is the Foreign Affairs and International Trade Canada (DFAIT) employee magazine, written by and for DFAIT staff. It is published quarterly by the Foreign Policy and Corporate Communications Division (BCF).

ACTING MANAGING EDITORS

Mary Gooderham
Charles Enman

DESIGN & LAYOUT

Michel Pixel
Geneviève Houle

EDITORIAL ADVISORY BOARD

Latifa Belmahdi (BCF)
Debora Brown (BCD)
Lorraine Flannery (CMC)
François Jubinville (CEP)
André-Marc Lanteigne (CSM)
Hani Nasser (WSHDC)
Jean-Pierre Sadek (CLS)
Carl Schwenger (BERN)
Ian Shaw (BCF)
Mebs Velji (GEMX)

Visit *Our World Online* on the DFAIT intranet for additional content, special features, and guidelines for submissions to the magazine. We encourage you to submit story ideas, articles, photos and comments. Contact us at:

ourworld-notremonde@international.gc.ca.

COVER PAGE

It's an international year for Canada, with events from the G-8 and G-20 summits to the Olympic and Paralympic Winter Games and a number of ministerial meetings. *photo collage: Michel Pixel/DFAIT*

INSIDE COVER

The Canada Pavilion at Expo 2010 Shanghai, which opened on May 1, is expected to draw some 30,000 visitors a day. *Page 17, photo: Gary Sadi/DFAIT*

ISSN 1920-1605 *Our World / Notre Monde*



Mixed Sources

Product group from well-managed forests, controlled sources and recycled wood or fiber
www.fsc.org Cert no. SW-COC-001352
© 1996 Forest Stewardship Council

In This Issue

- 3 Up Front: Reaching the Summit
Welcome to the New USS
- 4 Cover Story: Summitry Crowns Canada's International Year
- 4 A Multilateral Timeline
- 8 Good Neighbours
- 9 A Life at the Summit
- 10 Foreign Privileges
- 11 Trading Places
- 12 The Power of Chocolate
- 13 A Matter of Interpretation
- 14 Summitry Behind the Scenes
- 15 Taking on Tokyo
- 16 Part of the Family
- 17 Showcasing Canada
- 18 Trade: A Golden Moment for Canadian Trade
- 19 Travel: Toronto—Top Five Places
- 20 Featured Mission: Canada's Place in the Hemisphere
- 22 LES Profile: A Multilateral Quick Study
- 23 Life After Work: Whitewater Life
Social Media Summitry
- 24 Meet Our Neighbours: The Temple of Science



Reaching the Summit

When world leaders sit down at unprecedented back-to-back summits in Muskoka and Toronto later this month, it will be a proud and poignant moment for Len Edwards, host-country Sherpa for both meetings. Edwards' attendance at the G-8 and G-20 summits will mark the culmination of more than two years of his efforts on the world stage. The summits, notes the recently retired Deputy Minister of Foreign Affairs, will also showcase DFAIT's fine work in areas ranging from organization to matters of substance.



photo: Mike Pinder/DFAIT

"It's in summitry where this department shines," says Edwards. He should know. Beginning in 1987, he has overseen the preparations for and agenda of some eight of them here, just one aspect of a 41-year career furthering Canada's multilateral relations in the world. "Summits bring to the fore one of our

fundamental responsibilities: bringing coherence, shape, frame and a strategic setting to our international presence and activities."

Organization is a key element of summits, he says, and it's something Canada excels at: "It's a bit of a culture for us." Each new summit's logistical challenges have been more complex than the last. Security and other concerns have made them more business-like and functional—and this will hold true even in the cottage playground of Muskoka. The substance of summitry is also more complex, and is an area where DFAIT plays an equally vital role, especially as host. DFAIT's international partnership with other departments—in the case of the upcoming summits, for example, with the Department of Finance Canada on the economy and with CIDA on the issue of maternal and child health care—is ever-more critical, he says. "It's a complex role we play."

As he retires, Edwards says that it has been a time of change and challenge for DFAIT, yet "I leave very enthusiastic about what we've been able to do over the last two or three years to reposition the department for a strong future." He commends those who've worked hard on the summits—and then confides, "These things are huge adrenaline rushes. They are events you'll never forget

Welcome

to the New USS

DFAIT this month welcomes Morris Rosenberg as our new Deputy Minister of Foreign Affairs. Rosenberg has held many distinguished posts within the public service. Named Deputy Minister of Health in 2004, for six years prior to that he served as Deputy Minister of Justice and Deputy Attorney General of Canada. He began his public service career with the Department of Justice in 1979, later serving in senior positions in the Department of Consumer and Corporate Affairs and the Privy Council Office. We look forward to hearing from him in future issues of *Our World*.



photo: Geneviève Houle/DFAIT

Career highlights: Len Edwards looks at a scrapbook he kept of the Toronto G-7 Summit.

as long as you live. They're highlights of your career and personal experience."

This issue of *Our World* celebrates DFAIT's shining role in summitry, explores its ties with partners and "co-locators" abroad, looks at Canada's commitment to multilateral forums such as the Organization of American States—where our mission turns 20 this year—and salutes everyone helping make the upcoming summits possible.

Foreign Affairs and Int. Trade
Affaires Étrangères et Commerce Int.

FEB 13 2012

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Summitry Crowns Canada's International Year

The choreography of planning, preparation and policy development is virtually finished. Soon the summitry begins, with global leaders holding full dance cards—and the world watching.

For Canada and for DFAIT, 2010 has been a time of broad engagement—and it reaches its zenith later this month when world leaders arrive here for the G-8 and G-20 summits. No nation has ever held both summits in the same year, yet Canada is hosting both on the same weekend—the G-8 in Muskoka from June 25 to 26 and the G-20 in Toronto from June 26 to 27.

“It’s a year for summits for Canada,” says Len Edwards, Sherpa for both the G-8 and G-20 summits and recently retired Deputy Minister of Foreign Affairs. Indeed, this year Canada also hosted the Olympic and Paralympic Winter Games, the Arctic Ocean Foreign Ministers’ Meeting and three ministerial meetings in advance of the G-8 Summit, he notes. “It’s a big year for Canada internationally.”

A HERCULEAN EFFORT

The effort involved in preparing for the G-8 and G-20 summits has been extraordinary. Edwards, a veteran of organizing summits, likens the exercise to a marathon. “You run and run with no thought of stopping, because that finish line is looming—and for us, that line is the opportunity to mobilize action on international priorities that affect us all.”

The Summits Management Office (SMO) has been responsible for logistics. Every table, chair and lighting scheme at the Deerhurst Resort in Huntsville, Ont., where the G-8 leaders will gather, and the Metro Toronto Convention Centre, which will host the G-20, reflects a choice by an SMO staffer. Media centres have been set up to accommodate journalists sending summit news out to the world. Choices of menu, entertainment and scheduling have also received SMO scrutiny. The summit universe is vast, but the SMO’s eye has been everywhere.

The green of Muskoka reflects the affirmation of life behind Canada's signature maternal and child health initiative at the G-8.

photo: Muskoka Tourism



1944: Commonwealth Prime Ministers' Conference

A Multilateral Timeline

Summitry has played a major role in Canada's multilateral relations through the years. Some highlights:

1880 Sir Alexander Galt appointed Canada's first high commissioner, London

1887 Canada attends first Colonial Conference, London

1894 Trade Commissioner Service established; first trade commissioner posted, Australia

1909 Department of External Affairs established

1911 Canada attends first Imperial Conference, London

1919 Canada joins new League of Nations

1932 Prime Minister R.B. Bennett hosts Imperial Economic Conference, Ottawa

1944 Canada attends first Commonwealth Prime Ministers' Conference, London

1945 Canada becomes founding member of UN

1948 Canada becomes founding member of GATT

1949 Canada becomes founding member of NATO

In Muskoka, where residents have expressed concern about protecting the pristine wilderness, the Office has studied how to lessen the effect of the Summit on the environment—even planting several thousand trees to offset the carbon it will produce.

The SMO opened in April 2009 under Gérald Cossette, now Associate Deputy Minister of Foreign Affairs. While he recognized the difficulties of his assignment at the outset, he always anticipated a successful conclusion. “Organizing a G-8 event is like moving from a beast to a ballet—it starts as a beast, but by the time the Summit unfolds, it’s a ballet.”

Last June, Cossette handed over the role of choreographer to Peter McGovern. As ADM of the SMO, McGovern expresses every bit as much optimism as his predecessor. “When we face these kinds of tasks, we at DFAIT, with the huge range of experience and abilities we can draw upon, always rise to the occasion.”

McGovern muses that the sites chosen for the summits could not be more appropriate—the green of Muskoka reflecting the affirmation of life behind Canada’s signature maternal and child health initiative at the G-8 summit, and the skyscrapers of Toronto’s financial district symbolizing the G-20’s financial concerns.

These substantive issues are being ably addressed on DFAIT’s policy side. For G-8 policy development, Keith Christie, ADM of Global Issues and G-8 Sous-Sherpa, and his team have driven an ambitious agenda. On the G-8 foreign ministers track, Political Director Yves Brodeur has finessed compromise on complex issues, including the nuclear ambitions of Iran and North Korea.

CANADA AT THE TABLE

Canada has long played a role at the summit table. The forebear of the G-8 was the G-6, which first met in Rambouillet, France, in 1975. France and Germany wanted to create an institution that could respond to fragility in the world’s monetary system. Four other nations were invited: the United States, the United Kingdom, Italy and Japan. Canada was asked to join the following year, for the San Juan G-7 Summit in Puerto Rico. At the meeting’s conclusion, then Canadian prime minister Pierre Trudeau said G-7 summits would succeed if they could convince the world that “our type of economic and political freedom

The skyscrapers of Toronto’s financial district symbolize the G-20’s financial concerns.



1981: Leaders at the Montebello G-7 Summit

1960 External Aid Office (now CIDA) established

1961 Canada becomes founding member of OECD

1970 Canada becomes founding member of La Francophonie

1971 Canada attends first Commonwealth Heads of Government Meeting, Singapore

1973 Commonwealth Heads of Government Meeting, Ottawa

1973 Canada joins Conference on Security Cooperation in Europe process

1976 Canada joins G-6, creating G-7

1981 Canada hosts its first G-7 summit, Montebello

1982 External Affairs and International Trade department formed, uniting foreign policy and trade functions

1987 Commonwealth Heads of Government Meeting, Vancouver

1987 La Francophonie Summit, city of Québec

1988 Toronto G-7 Summit opposes South African apartheid

1988 Canada-U.S. Free Trade Agreement signed



permits us to solve problems.” Canada has hosted the Summit four times in the past: Montebello in 1981, Toronto in 1988, Halifax in 1995 and Kananaskis in 2002 (a G-8 summit, with the addition of Russia).

The G-20 began in 1999 as an informal group of finance ministers from 19 countries and the European Union, along with representatives of the International Monetary Fund and the World Bank. As issues related to globalization seized the international agenda, the idea, strongly promoted by Canada, was to give a broader range of countries a voice. The first G-20 summit was convened in 2008 in Washington, D.C., to address the global financial crisis; additional summits followed in London and Pittsburgh, both in 2009.

CANADA SETS THE TABLE

As host nation for the two summits this time, Canada sets the policy agenda for both. Canada wants the G-8 nations to focus on the most urgent development issues, as exemplified by the initiative on maternal and child health. Canada will also launch the first G-8 accountability report, which lays out what each nation has promised at previous summits and what has subsequently been delivered—setting a precedent for similar reporting at future G-8 meetings.

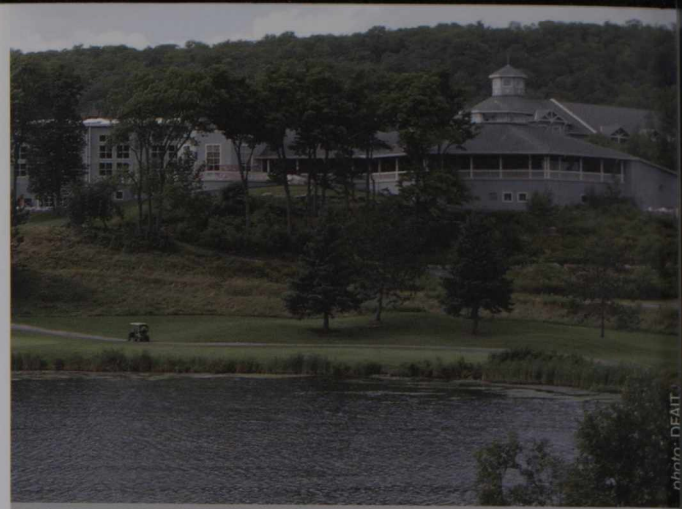
“Our hope is that a new sense of accountability will inform future commitments, so they’re not just loose words but something that can stand up to scrutiny,” explains Rouben Khatchadourian, Deputy Director of the Summit Policy Division (MERGS).

At the G-20 Summit, Canada will encourage members to follow through on stimulus measures to lift the global economy out of recession, part of an initiative agreed to at the G-20 Pittsburgh Summit last September. Canada is also promoting policies to strengthen financial and regulatory systems, promote open markets and encourage governance reforms to make the World Bank and the IMF more credible and effective.

“We want the G-20 to remain focused on the economic issues before it,” says Ron Garson, Director of MERGS. “Close focus on core goals will provide effectiveness and cohesion.”

ATTENTION TO DETAIL

In the SMO, an experienced team is addressing the practical aspects of bringing the summits to life. The attention to detail required in simply arranging the comings and goings at Toronto’s Pearson International Airport has been daunting. Some 57 aircraft will use an exclusive infield terminal reserved by DFAIT.



2010: Deerhurst Resort in Huntsville, Ont., where the G-8 leaders will gather.

- 1989** Canada becomes founding member of APEC
- 1990** Canada joins OAS
- 1992** Canada becomes founding member of OSCE
- 1993** Department renamed Department of Foreign Affairs and International Trade
- 1994** NAFTA signed
- 1995** Halifax G-7 Summit affirms importance of Russian integration into trade and financial system
- 1995** Canada joins WTO
- 1997** APEC Summit, Vancouver
- 1999** La Francophonie Summit, Moncton
- 2001** Summit of the Americas, city of Québec
- 2001** First Canada-EU Summit, Ottawa
- 2002** Kananaskis G-8 Summit affirms importance of assisting Africa
- 2007** North American leaders’ summits in Ottawa and Montebello
- 2008** La Francophonie Summit, city of Québec
- 2008** DFAIT establishes International Platform to oversee Canada’s mission infrastructure and services

“The whole ballet of moving people in and moving them around—up to Muskoka for the G-8 and into Toronto for the G-20—is hugely complex,” says Peter McGovern, “but we are fortunate to have so many capable people on board.”

The SMO has drawn DFAIT staff from many areas, including Protocol, geographic divisions, the Afghanistan Task Force and a pool of foreign service officers. Additional staff have come from several other departments, reinforcing the whole-of-government partnership that DFAIT leads internationally and boosting the SMO’s complement to about 100.

A LASTING LEGACY

There will be a swift downward arc from all this work once the G-20 Summit ends on June 27. Removing equipment from the Muskoka and Toronto sites should take only a day or two, but bill payment and auditing will continue for months. The G-20’s attention shifts to the Seoul Summit in November, while Canada continues its work as chair of the G-8 until the end of the year. The SMO will remain in place, with a reduced staff, for summits to come.

For DFAIT staff, memories of the G-8 and G-20 summits will be tinged with satisfaction over their achievements. Summits leave a trail of memories, some humorous. Janet Gompf, a logistics officer in MERGS, recalls a moment following a Cirque du Soleil performance at the 1995 G-7 Halifax Summit, when U.S. Sherpa Don Tarullo told Peter Boehm, then director of DFAIT’s Economic Summit Division, that his contortions to get a final text among the leaders made the Cirque performers seem like amateurs.

The substantive discussions, as well as the proposed new initiatives and the intense networking that take place at the summits, will spawn everything from lasting relationships to new policy, says Len Edwards. “If anything, summitry has increased its usefulness as a diplomatic tool.”

Edwards says that the G-8 and G-20 meetings will be “great showcases for Canada.” The world will see key ideas advanced, important business ties forged, fine cultural performances staged—and a new face of the country in its international year.



photo: Tourism Toronto

2010: The Metro Toronto Convention Centre will host the G-20.

2009 Canada signs free trade agreement with EFTA countries of Iceland, Liechtenstein, Norway and Switzerland

2009 Canada and EU launch negotiations for Canada-EU comprehensive economic and trade agreement

2009 DFAIT and some 30 organizations and government departments sign Memorandum of Understanding on Operations and Support at Missions Abroad

2010 Meetings of G-8 finance ministers, G-8 foreign affairs ministers, G-8 development ministers

2010 G-8 Summit, Muskoka

2010 G-20 Summit, Toronto

Did you know?



The G-8 logo was inspired by the pine trees painted by the Group of Seven. The eight boughs represent the G-8 nations and suggest strength through unity.



The G-20 logo was inspired by the CN Tower. Its triangular shape represents paths converging toward a shared goal.

Good Neighbours

By Brett Thompson

Think of organizing summits and what comes to mind are the complex logistics and delicate diplomatic dances required to bring the leaders into the country, let alone get them around the same table. But when you're inviting the world over, especially to a place the size of Huntsville, Ont. (population 19,000), you'd better make sure your neighbours are happy. This is why DFAIT's Summits Management Office (SMO) created a division committed to the community and set it to work getting to know—and be known in—the town.

After the SMO was established in the spring of 2009, a few members of the Office held a town-hall briefing for Huntsville residents. It was standing-room-only in the 400-seat theatre. Questions focused on the effect of the summit on day-to-day life. Which roads will be closed? What about protestors?

Many concerns were answered through news releases, briefings by security officials and a toll-free information line. But more personal interaction with summit organizers would help the area realize the many opportunities the G-8 summit could bring. By summer, the Environmental Issues and Community Liaison Division began its work.

Members of the team, which has grown to 10 members, visited Huntsville at least once a month to meet with residents. There were unique settings for our briefings. One was on a Hudson's Bay blanket at the local pioneer village, where we discussed the youth summit that will run concurrently with the



Blanketing the community: Members of the Environmental Issues and Community Liaison Division lead discussions on a Hudson's Bay blanket at the local pioneer village.

G-8. Another was a dewy meadow, where we consulted an environmental group about where we might plant trees on behalf of the G-8 delegates. We also met aboard a boat with representatives of a lake association, who pointed out environmentally sensitive areas along the shoreline.

The people of Huntsville came to know members of the SMO—and vice versa, though sometimes for less-than-subtle reasons. One patron at a favourite lunch spot referred to us as the “BlackBerry party.”

Focusing on youth engagement, we visited schools, held art contests and staged a “Model G-8” for 120 local high school students. They came well briefed on their positions and hammered out a communiqué. Ten of them will represent Muskoka as youth ambassadors at MY SUMMIT 2010, the G-8 youth summit that will bring 18- to 25-year-olds from each G-8 country to Muskoka to develop a communiqué to present to the G-8 leaders.

Managing logistics for the youth event is a huge responsibility, but it does have a few perks. How many DFAIT employees get to play nicer versions of *American Idol* judges for a day? That is what we did to select from 30 local musical acts that will perform at the MY SUMMIT closing concert.

We look forward to moving to Muskoka in the lead-up to the summit—we're sure it will come to feel even more like home.

Brett Thompson is an environment/outreach officer with the Environmental Issues and Community Liaison Division, and a native of Muskoka.



A dewy meadow is the site of consultations about where trees would be planted on behalf of the G-8 delegates.

A Life at the Summit



Veteran summit organizer Jacques Joly: "The challenge right now is dealing with uncertainties."

[Muskoka] Did you know? —————

Muskoka stretches across 6,475 km²—as much as Luxembourg or Delaware.

Muskoka has 60,000 residents; in summer, the population more than doubles to 136,000.

The region's ecosystem embraces 600 lakes, wetlands, bogs and barrens.

Birdwatchers gather in Muskoka to see more than 200 species return in summer and leave in fall.

[Toronto] Did you know? —————

The Greater Toronto Area is home to more than 5.5 million people; it's North America's fifth most populous municipality.

More than 140 languages are spoken in Toronto.

Nearly half the city's population was born outside Canada.

Toronto produces almost 20 percent of Canada's GDP and is home to a third of the country's top 500 corporations.

For someone who was supposed to retire last fall, Jacques Joly is a busy man. A veteran of nearly three decades of organizing summits, Joly is director of conference facilities in DFAIT's Summits Management Office, overseeing the provision of facilities for leaders' meetings, dinners, receptions, telecommunications, translation and printing services. The work is intense, but so is his sense of satisfaction.

"As a public servant and as a Canadian, I've been blessed to take part in so many summits," he says. "I've had the chance to encounter many of the world's leaders, and in a small way I feel I've made my own contribution."

Joly is unusual in having worked only on summits during his long career at DFAIT. The first was the G-7 Summit in 1981 in Montebello, where he helped with the technical setup of meeting rooms and offices. Other G-7 meetings followed: Toronto in 1988, Halifax in 1995 and Kananaskis in 2002 (when Russia joined, and the G-7 became the G-8). There were more: a Commonwealth heads of government meeting, a summit of the Americas, several summits of La Francophonie, and an APEC summit, all in Canada. He has also helped to manage summits hosted by other departments, including the UN Climate Change Conference hosted by Environment Canada in 2005 in Montreal, and the XI International AIDS Conference in 1996 in Vancouver, partly hosted by Health Canada.

Joly was to retire last September, but he says that when Len Edwards, Sherpa of this year's summits and then Deputy Minister of Foreign Affairs, asked him to stay on, he couldn't refuse. He has a long and successful history of working on summits with Edwards, who, he says, "runs a tight ship. He's been the backbone for G-8 summits in Canada."

This year, with both the G-8 meeting in Muskoka and, especially, the G-20 meeting in Toronto right after, Joly and some 100 DFAIT staff in the Office have more on their plates than ever before. When the G-8 meets, for example, the host government provides eight briefing theatres for journalists. For the G-20, a full 20 theatres need to be set up.

"The challenge right now is dealing with uncertainties," says Joly. He attributes the team's success to a core group of people who have long histories in organizing such meetings. "We've developed a real knowledge of how to make a summit work." Other nations recognize Canadian summit expertise, he says, and many—including the United States, the United Kingdom, Russia, Argentina, Chile, Denmark, and Trinidad and Tobago—have asked for advice.

Joly plans to finally retire after these summits are over. He leaves the door open to do a little consulting, although not too much. Three decades of summit work perhaps distracted him a bit from family duties, he says. "It's time, I think, to give my precious wife the time she deserves."

Foreign Privileges

Manfred Auster, an exchange officer from Germany, shares some candid views of his tenure at Foreign Affairs and International Trade Canada.



For Germany's Manfred Auster, working on the high-priority Arctic file included involvement in the Arctic Ocean Foreign Ministers' Meeting in Chelsea, Quebec, in March.

Did you know?



The Muskoka chair is styled for comfort. Its wooden back and seat are set at a slant for sloping lawns; wide arms are perfect to hold cool beverages.

During the Second World War, Muskoka Airport was used by the Royal Norwegian Air Force to train 3,300 airmen.

Muskoka is the birthplace of Dr. Norman Bethune. His home in Gravenhurst is a museum.

Muskoka is on the 45th parallel, half way between the equator and the North Pole, and is the home of an amusement park called Santa's Village.

Peninsula Lake, where the G-8 Summit will take place, has excellent bass and pike fishing.

It has been a privilege to work at DFAIT. I was given a high-priority file—the Arctic—and an office with a view—something at a premium here at headquarters. As well, my hosts in the Circumpolar and Aboriginal Affairs Division welcomed me with open arms and integrated me fully into their daily business. Working in a policy area that hits the Canadian news almost as frequently as the latest hockey results gives me a real chance to contribute.

This exchange has been—I hope—beneficial to both Canada and Germany. Although Germany is not an Arctic state, it has a vast science and research capacity dedicated to polar research, and has been a permanent observer on the Arctic Council for some time. As one of the major maritime powers, it is interested in the opportunities that the changing climate brings to the Arctic. Germany is also a leading member of the European Union, which is developing its own Arctic policy. I see my role as helping to dispel myths and contributing to the understanding of diverse positions.

During my one-year assignment here, the German Federal Foreign Office has in turn welcomed a DFAIT diplomat to work in Berlin. This reciprocal arrangement comes with some privileges, like retaining my generous European-style annual leave, which affords me the time to discover the beauty of Canada beyond the National Capital Region. My family and I make best use of it!

My time at DFAIT has also provided a rare opportunity to observe differences in work culture from the inside—and quite the differences they are, at times. In my division, I was impressed by the effective yet easygoing work environment, and the efforts made by everyone to keep a sound work-life balance. Now, may I offer a few more observations? My German compatriots are often referred to as the people who invented bureaucracy (wrong, by the way—put the blame on ancient Rome). But even if this were true, Canada must have envied our success. I am surprised by the number of hoops that a simple memo has to jump through at DFAIT, as well as the way in which public diplomacy and outreach are administered and centralized.

When it comes to how DFAIT is perceived by other government departments, I empathize with my Canadian colleagues. We come under similar criticism in Berlin. Yes, in a globalized world, foreign ministries don't have a monopoly on dealing with partners abroad. But we do have the capability of overall analysis that others do not. This provides real added value and we should be proud of it. After all, Canadian foreign policy is a success story, isn't it? At least I feel very privileged to have contributed a little bit to it.

Manfred Auster is a senior counsellor in the Circumpolar and Aboriginal Affairs Division.

Trading Places

By Sue Butchart

The capitals of Canada and Australia are separated by 16,000 km. Despite this distance, the two countries have a strong and multi-faceted relationship, something I'm gaining a greater appreciation for as an exchange officer with Australia's Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT) in Canberra.

Since joining DFAIT in 2006, I have worked in the Gulf and Maghreb Division and the Human Rights Policy Division. I was also a junior adviser during the UN General Assembly in 2007. When the two-year DFAT exchange officer posting was advertised in July 2009, I saw it as a terrific professional opportunity. It was also a personal one: in 1993, I spent two wonderful months in Adelaide on a student exchange program and I was eager to return to this fascinating continent.

I arrived in Canberra last October and was assigned to DFAT's South-East Asia Division. My role is to manage Australia's bilateral relationships with the Philippines and Thailand. Given the region's proximity and importance to Australia, the work covers a range of foreign policy and trade matters. Halfway through my posting I will transfer to another division.

Canada and Australia work closely on a range of issues in many bilateral and multilateral arenas. Exchanges of our public servants strengthen these links and build an invaluable understanding of how decisions are made and policy is developed by the two governments. While I am here, Jane Bartlett from DFAT is working in DFAIT's South Asia Relations Division.

I am keenly appreciating the professional development opportunities, which include taking my policy analysis and development skills and weaving them into a different bureaucratic framework and culture. Being on exchange also hones diplomatic skills. I am easily identifiable as the Canadian exchange officer by my accent and distinctive building pass, and thus conscious of representing my country. I admit to having done this most enthusiastically during the Vancouver 2010 Olympic Games. I actively engaged my Australian colleagues in the excitement whenever a Canadian or Australian athlete took home a medal, and unashamedly promoted the joys of hockey (known here as "ice hockey" and not to be confused with the more popular "field hockey").

Many Australians I've met have links to Canada, such as a Canadian-born parent or a family member or friend who lives there—and many Canadians have similar ties to Australia. I hope the professional and personal relationships I make during these two years will give me invaluable contacts and context on future postings or when back in Ottawa. I'm fortunate to have great colleagues at DFAT who are making the task of helping to strengthen Canada's relationship with an important partner and ally a thoroughly enjoyable experience.

Sue Butchart is an executive officer in the Thailand and Philippines Section of DFAT's South-East Asia Division.



photo: Tim Allard



Sue Butchart stands in front of Parliament House in Canberra.

The Power of Chocolate

By Sabine Nölke

One of the challenges during summits is organizing “bilaterals on the margins” for the main players. In 1999, I was posted to the Canadian Delegation to the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) in Vienna—just in time for the OSCE Summit in Istanbul. The Summit brought together 55 heads of government—plus ministers—from Canada, the United States, Europe and Russia, as well as from all of the newly minted states of the former U.S.S.R. and a still-disintegrating Yugoslavia. The day before our departure for Turkey, I was told that, in addition to completing negotiations on the new post-Warsaw Pact version of the Conventional Forces in Europe Treaty, I was to be in charge of arranging all bilaterals for Prime Minister Jean Chrétien and Minister of Foreign Affairs Lloyd Axworthy. Let the juggling begin!

The biggest challenges were wrangling firm time slots from equally harried counterparts and finding meeting rooms in the posh pinkness of the Ciragan Palace. I spent 12 days with a cellphone glued to my ear. (The bill came to 75 million Turkish lira—try fitting that many digits into a travel claim.)

Just before the two-day summit, I had finally filled my dance card with 19 meetings (not counting “brush-bys”). However, the plenary meeting started late, and not a single speaker stuck to the 10-minute time limit. The PM’s first bilateral ended up scheduled for the time he would be speaking. With cell service still spotty after the earthquake (don’t ask), I ran to the appointed room to leave a note for the Belgians. Two of them were already there, riffling through notes. Happily, I asked whether they could get a message to their PM, as mine would be half an hour late. The elder, pointing at his young companion, said, “Why don’t you tell him yourself?” Whoops.



Of my 19 scheduled meetings, only two took place at the appointed time and place. That I survived with my sanity intact I owe to a box of Godiva chocolates, which I had bought out of sympathy for the harried souls booking the meeting rooms, who hadn’t slept or eaten in days. That was the best investment ever! Not only did they bounce numerous EU states from rooms to accommodate my ever-changing needs, they gave me a list of “off-the-grid” places to be used in a pinch. So the Minister was able to have an impromptu chat with members of the Serbian opposition in a quiet area under a pink marble staircase (some Bulgarians kindly gave up their lunch spot). I also found a charming, rustic basement room, the old palace kitchen, I believe, for the PM’s meeting with the Ukrainian president.

I’m sure many of my colleagues have danced this dance. But for those who have not yet had the pleasure—bring chocolate!

Sabine Nölke is director of the United Nations, Human Rights and Economic Law Division.

A Matter of Interpretation

By Jennifer May, Julia Bentley and Charles Reeves

When Canada hosted the APEC Summit in Vancouver in 1997, DFAIT enlisted liaison officers from around the globe to assist representatives of the member economies attending. The three of us made up the team working with the Chinese delegation. Julia was a political officer in Beijing, and Jennifer and Charles were doing intensive Mandarin language training. Little did we know just how much of an education the Summit would be!

One of our tasks was to find out what side events our delegations were planning, so that security arrangements could be made and motorcades readied. The Chinese held this information very closely. On the last day, we caught wind that all three of the Chinese leaders—President Jiang Zemin, vice premier and foreign minister Qian Qichen and trade minister Wu Yi—would attend the opening of an exhibition of Chinese art at the Vancouver Art Gallery. On short notice, Minister of Foreign Affairs Lloyd Axworthy also decided to go, not least to give “face” to these senior guests.

The leaders took their places before a crowd of several hundred, listening to speeches in Mandarin, Cantonese and English. Much to our surprise, President Jiang took the floor and delivered some remarks in Mandarin, translated by his interpreter. It then became clear that Minister Axworthy also intended to speak. Who would translate? The Chinese interpreter’s duty was to translate only for her leader. The Minister’s protocol officer turned to Jennifer. “Get up there!” he whispered. “You’ll have to translate.”

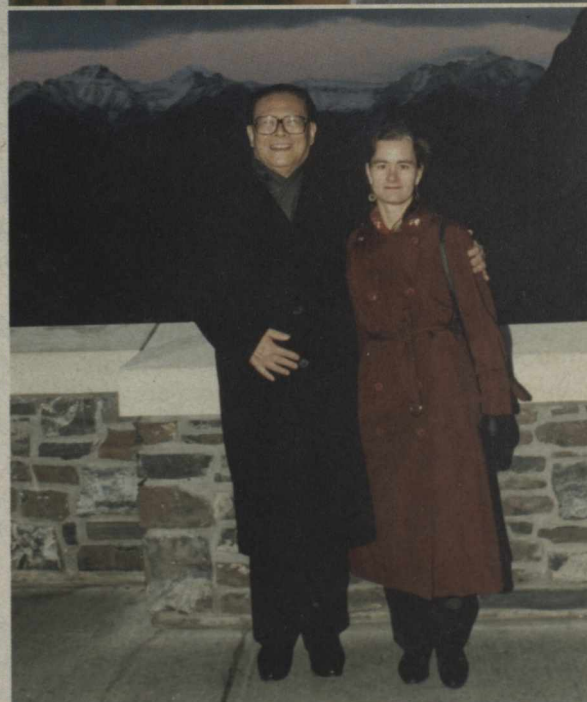
With 14 months of training under their belts, Charles and Jennifer thought they had made pretty good progress. But they were definitely not up to interpreting for the Chinese president. Julia was unceremoniously pressed into service just moments before the Minister took the podium. She does not remember exactly what he said; what she does recall is the challenge of having to guess at the correct Mandarin translations of the Cantonese names of the Chinese-Canadian organizers.

The Summit’s most memorable moment for Julia came when President Jiang, overhearing an exchange among security officers, spoke up in excellent English to insist that he had no problem walking past a crowd of demonstrators.

For his part, Charles will never forget being asked on short notice to escort Minister Wu on a shopping excursion to buy ladies’ clothing—not a contingency anticipated in the Summit liaison officers’ training.

As for Jennifer, she shared a laugh with Vice Premier Qian when, after a couple of days of showing him through doors and into motorcades, he finally asked her why she kept following him around. She had originally been introduced as the person giving him his security pin, not as his liaison officer. That, too, was probably a matter of interpretation.

Jennifer May is currently the political program manager in Vienna, Julia Bentley is the political program manager in New Delhi and Charles Reeves is associate chief of protocol and director of official events.



Summit souvenirs: Jennifer May's APEC 1997 security pass (top); Julia Bentley translates for Lloyd Axworthy (middle) and stands with China's President Jiang Zemin (bottom) at the APEC Summit.

Summitry Behind the Scenes

By Luke Sookocheff

The Summit of the Americas happens only every three or four years, and is over in a matter of days. Yet its impact is felt for some time afterwards, through the implementation of mandates by countries, the Organization of American States, inter-American ministerial meetings and other multilateral organizations that collectively make up the inter-American system.

Canada has a stake in helping to make each summit a success. Indeed, we have a special relationship with the event. Since 2001's Summit of the Americas in the city of Québec, which resulted in the adoption of the Inter-American Democratic Charter, countries have sought Canada's expertise in organizing their summits. In preparation for the Mar del Plata Summit in Argentina in 2005 and the Port of Spain Summit in Trinidad and Tobago in 2009, Canada deployed a "SWAT team" of some five experts on logistics, protocol and security who had been instrumental in making the gathering in Québec a success.

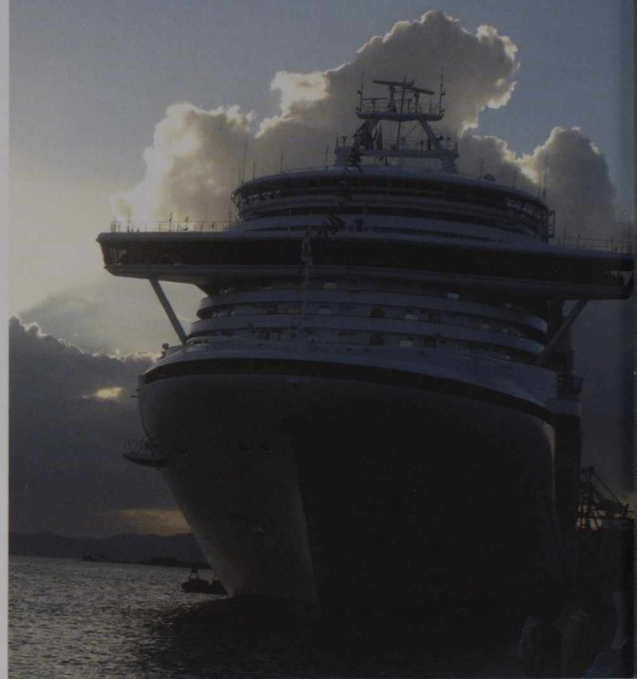
The team especially helps local summit organizers to engage senior people on the importance of logistics, an area that is often underestimated in international diplomacy. Like most countries, Canada focuses primarily on the substantive elements of the agenda—leaders' dialogue, themes to be addressed, negotiation of text, engagement with civil society and the media. However, we also recognize that none of these things will see the light of day if flights are late, equipment is lost or a venue is too small to accommodate everyone.

Before the 2009 Summit, for example, the Canadian team invited key organizers to come to Québec to observe the final stages of preparation for the 2008 Francophonie Summit. Upon their return to Port of Spain, office staff was increased. Responsibilities were delineated for teams responsible for administration, transportation, accommodation, accreditation and operations. Key sites were secured. Budgets were aligned with activities. Canada's team returned from time to time, providing suggestions for dealing with problems that arose. One recommendation was to supplement the hotel rooms by bringing in cruise ships to handle the overflow. (The U.S. delegation alone numbered 1,000 and needed an entire hotel to itself.) In the final month, two Canadian experts on logistics and protocol were deployed to work directly with the national secretariat to address last-minute issues.

When the Summit took place, in April 2009, logistics faded into the background, and the leaders and delegates were able to focus on the substantive issues that had brought them to Port of Spain. The Canadian delegation shared its experience in promoting equitable access to health and helped to forge compromises on contentious topics, such as the appropriate role of the private sector in energy production. Ultimately, the Summit overcame potential divisions and saw leaders renew their commitment to inter-American cooperation.

Just as the dust settled came a diplomatic note asking Canada to send a logistics expert to help the finance ministry of Colombia prepare the budget for its hosting of the 2012 Summit of the Americas. Next stop, Cartagena!

Luke Sookocheff is coordinator for the Summit of the Americas for the South America and Inter-American Relations Division.



For the 2009 Port au Prince Summit of the Americas, hotel rooms were supplemented by cruise ship cabins.



Leaders at the 2009 Summit: When things work well, logistics are invisible.

Showing the World Taking on Tokyo

When Lise-Anne Veillette arrived in Tokyo 18 months ago to open an office focusing on customs issues for the Canada Border Services Agency (CBSA), she set about connecting with counterparts and colleagues in the field of trade-chain security.

Today Veillette, 39, a border integrity officer with the CBSA and first secretary at the Canadian embassy in Tokyo, is an integral part of the Japanese and international customs community, as well as of the mission team representing Canada on the world stage. She is implementing trade-chain security programs, which, while facilitating trade, safeguard Canada from shipments that pose a national risk. Her work in such vital areas as intelligence allows Canada to intervene in the illegal trade in counterfeits and other contraband goods. To do this, she works closely with a “holistic” group of mission colleagues from DFAIT and other government partners, such as the Canadian Food Inspection Agency, Agriculture and Agri-Food Canada, the RCMP and the Department of National Defence. “It really demonstrates the power of Canadians abroad,” she says.

A big part of her job involves sharing information and working on strategies with other customs agents in Japan. A measure of her success is that in January, she was appointed president of the Foreign Customs Council of Japan, a collaborative network of law-enforcement officials. This role has its honours: in April, Veillette presented trophies to the winning teams at the All-Japan Customs Judo and Kendo Competition.

A Vancouver native, Veillette has always loved to travel. She spent two years in Ireland and England on student work-abroad programs, became a flight attendant with a charter airline, then joined the CBSA in Vancouver in 2001 in the field of marine operations. She was posted to Ottawa and then Seattle before moving to Tokyo in January 2009.

Her work is demanding—especially given the language and cultural differences—yet always eye-opening. “Japan is a remarkable country, with so many layers—I learn something new every day.” She’s visited ports in the farthest reaches of Japan to meet customs staff, for example. “Here you can’t call people on the phone. The face-to-face relationship is key.”



Lise-Anne Veillette (top row, fourth from left) attends the All-Japan Customs Judo and Kendo Competition.



Many layers: Lise-Anne Veillette sits atop Japan's Mt. Fuji at sunrise.

Cultural differences extend to the fact her mostly male Japanese counterparts take a strong interest in her personal life. “They have no qualms about asking why I am not married and whether I worry about becoming an old maid.”

A constant companion is her dog Maya, whom Veillette’s cousin rescued as a puppy from a Mexican beach and presented as a gift to her after she joined the CBSA. Maya is a black Labrador mix weighing more than 70 pounds, which creates a stir in a country of small dogs, and she likes Japanese cuisine, especially sushi. In the high-pressure field of customs and intelligence, the dog helps Veillette to lead a balanced life. “She makes sure I’m home at a reasonable hour to walk and feed her.”

Did you know?

Lise-Anne Veillette is one of more than 2,500 staff, both Canada-based and locally engaged, working for some 22 “partner” government departments and agencies as well as nine “co-locators” in DFAIT’s international mission network.

She is part of the operational arm of the CBSA that delivers liaison and international border integrity efforts in areas such as irregular migration, fraud detection, supply-chain security, national security and strategic intelligence activities. The CBSA has 68 Canada-based employees working in 40 countries.

Part of the Family

Alberta's man in China says that working closely with colleagues from DFAIT, the provinces and other government departments means that everyone wins.

Growing up in a Chinese community in Alberta, David Wong learned the benefits that come from being part of a tightly knit group. He was born Wei Hong Wong, the son of an immigrant father from the Guangdong Province of southern China who ran a series of Chinese restaurants in small towns and cities in Central and Western Canada. Little Wei Hong revelled in the support of his warm, self-contained clan. He knew no English when he arrived for his first day of school in Edmonton.

Over time, he assimilated into the wider community, at 21 adopting the English name of David

(Wei Hong became his middle name). He obtained a BCom and an MBA from the University of Calgary and worked for the federal and provincial governments, all the while dreaming of getting to China. Jobs promoting Alberta agriculture, trade and investment with Asia brought him there off and on starting in the mid-1980s. Later he was posted to the Canadian Trade Office in Taipei for five years, and he has spent the past decade as managing director of the Alberta China Office at the Embassy of Canada in Beijing.

Despite his roots and the fact that he speaks both Cantonese and Mandarin fluently, Wong, 60, is not actually considered Chinese there, "no matter how much I try to explain." He doesn't especially look Chinese—his birth mother was Caucasian. That, and the fact that when his father emigrated, the family name of "Huang" was anglicized to "Wong," which is not recognized in China, means he is not seen as Chinese. His Chinese name in Chinese characters on the back of his business card helps to explain his heritage.

Wong oversees Government of Alberta operations in Beijing, Hong Kong and Taipei, a booming region that has ties with the province in oil and gas, agriculture and education. Representing Alberta along with six locally engaged staff means working closely with colleagues from DFAIT, the provinces of Ontario, Quebec and British Columbia, and with other government departments. "We're all part of the family here," he says of the various "co-located" offices in the mission. "The federal-provincial relationship is probably stronger outside of Canada than inside."

All managers are included in the mission's Operational Program Strategy. They meet weekly to share successes and brainstorm. "It gives everybody a chance to know what's going on," he explains. Wong says they are bolstered by working together, and their Chinese contacts don't differentiate between them. "We all carry the same flag."

Wong is pleased to be included among this close and dedicated community, a group of Canadians determined to further trade, investment and political relations with China. "I'm fulfilling my dream," he says.

Did you know?

Number of staff positions abroad by program category

	Total positions	Percentage
Consular	313	6
HOM	733	14.1
PERPA	716	13.8
Trade	906	17.5
Partner and co-locator	2,513	48.5
Total program	5,181	100

source: Annual Report on Canada's Network Abroad 2008-2009



Fulfilling his dream: David Wong stands in front of the Canadian embassy in Beijing.

Showcasing Canada

With the magic of Cirque du Soleil, some Canadian comfort food and the entertainment of Canada's "Dashan," the Canada Pavilion at Expo 2010 Shanghai opened its doors on May 1, putting the spotlight on our economic, political and cultural ties with China. The pavilion, among the largest and most imaginative at what is the biggest universal exposition ever, is expected to draw some 30,000 visitors a day. Along with cultural, business promotion, communications, public affairs and culinary programming, it presents Canada as an attractive place to invest, visit and study.

"This is a wonderful opportunity to showcase Canada to the world," says Nadir Patel, Canada's Consul General in Shanghai. "Participants at our events are impressed with the business programs, the cultural activities, the high-quality speakers—and of course they're blown away by our pavilion."

Patel says the ministerial, provincial and private-sector business-delegation visits that are taking place during the fair are keeping the mission busy. The Expo, he adds, is the perfect launching pad for DFAIT's Invest in Canada program, which includes panel discussions with Chinese and Canadian business representatives to promote Canada's economic strengths, competitive advantages and innovative spirit.

With a theme of Better City, Better Life, the Expo, which runs until October 31, features more than 230 pavilions from some 180 participating nations. Among them are pavilions from the cities of Vancouver and Montreal. The event is expected to attract some 90 million visitors from around the world. The theme of the Canada Pavilion is The Living City: Inclusive, Sustainable, Creative. Designed by Cirque du Soleil, the pavilion has many environmentally sustainable features, including "green walls" (covered in evergreen tree seedlings), which help filter the air, collect rainwater and keep the environment and building cool. The pavilion features interactive multimedia displays about Canada, as well as Cirque buskers and a restaurant serving Canadian cuisine.



Mark Rowswell, known in China as "Dashan," welcomes the world to the Canada Pavilion.

Andrea Clark-Grignon, a public affairs officer working at the Consulate General in Shanghai, says that the pavilion is not only about fun and play, it is about business, innovation, expertise and leadership in technology. A number of workshops and presentations will take place at the pavilion and in the surrounding area. Part of Clark-Grignon's job includes planning for high-level visits by Canadian representatives, which has been complicated, given the size and scope of the event. "It's a challenge to arrange appropriate treatment for our VIP delegations, because here at Expo it seems as though everyone is a VIP!"

Ottawa-born comedian and television commentator Mark Rowswell, famous throughout China as "Dashan" ("Big Mountain"), is Canada's Commissioner General for the Shanghai Expo. Rowswell, China's most famous foreigner (and the brother of DFAIT's Ben Rowswell, deputy head of mission in Kabul), is helping welcome the world to the Canada Pavilion.



photos: Gary Gao/DFAIT

The Canada Pavilion features interactive multimedia displays and Cirque du Soleil performances.

Expo 2010 Shanghai by the numbers

- ▶ 6 months
- ▶ 230-plus pavilions
- ▶ More than 180 participating nations
- ▶ 5.3 km²
- ▶ 90 million visitors expected overall
- ▶ 5.5 million visitors expected at Canada Pavilion

Canada at World Fairs

- ▶ Canada's presence at international expositions has been almost unbroken since 1851, and includes hosting Expo '67 in Montreal and Expo '86 in Vancouver.
- ▶ Canada's participation is managed by Canadian Heritage, in partnership with Canadian public, private and non-governmental organizations.
- ▶ World fairs allow Canada to showcase the best of what we have to offer in ingenuity and innovation.

A Golden Moment for Canadian Trade

By Patricia Elliott, Duncan Wright and Danielle Sabourin

Who knew that being a liaison officer for DFAIT's Global Business Leaders Initiative would include sourcing yoga studios, meeting private jets on the tarmac, and providing impromptu city tours to investors and speakers? While not as glamorous as attending receptions, conferences or sporting events, the role of accompanying foreign CEOs was an important part of DFAIT's investment-promotion efforts during the 2010 Winter Olympic Games.

Nine trade commissioners from the Vancouver Regional Office escorted 35 international business executives visiting the city for the Olympic Games, providing a range of services and promoting Canada's advantages as a business partner of choice. Working closely with the Invest in Canada Bureau at Headquarters, the office matched the CEOs from Europe, Asia and the United States with trade commissioners who had suitable sector expertise and language capabilities—French, Spanish, Japanese, Mandarin and German were all on offer.

The liaison officers were easily identified by their dark blue Vancouver 2010 jackets, white-and-red scarves and highly sought-after red Olympic mittens. Dressed this way, we were often mistaken for volunteers or security officials and asked to provide tourist information, hand out mascot tattoos and pins, conduct crowd control or defuse tense situations.

The challenges—and triumphs—of acting as liaison officers were many. The endurance medal goes to Duncan Wright, who spent 19 straight days escorting CEOs from Belgium, the Silicon Valley and Japan. Transportation around the Olympic host city was always a challenge, requiring a combination of public transit, taxis, buses and rental cars to ensure that all the visitors could maximize their time on the ground.

There were firsts, such as the fact that our team rode in four sleek, high-tech General Motors hydrogen fuel cell prototype vehicles while accompanying the CEOs. We also chauffeured rental cars when the fleet from GM was unavailable or overcommitted.

Celebrity and medallist sightings were frequent—and a welcome distraction. We encountered such personalities as Wayne Gretzky, Prime Minister Stephen Harper, U.S. swimming medallist Michael Phelps and California governor Arnold Schwarzenegger.

For DFAIT, the business program was a resounding success. The CEOs told us they appreciated the seamless organization of the Global Business Leaders Initiative and the information they received on the advantages of investing in Canada. "We were deeply impressed by Canadian hospitality," said Yasuchika Hasegawa, President and CEO of Takeda Pharmaceutical Co. "We found everything that happened during our stay in Vancouver to be intriguing and fascinating."

Sharing the podium are our office colleagues. While not directly involved in the business program, they continued to provide client services in their usual friendly and professional way.

Experiencing the 2010 Winter Games as liaison officers was an unforgettable privilege. It reminded us of what a great team we have in Vancouver, representing Canada "with glowing hearts."

"We were deeply impressed by Canadian hospitality. We found everything that happened during our stay in Vancouver to be intriguing and fascinating."

Yasuchika Hasegawa, President and CEO,
Takeda Pharmaceutical Co.



Taking a break by the Olympic Flame cauldron (left to right): Terri Lee Edward, Adeline Leung, Rosina Neves, Quatchi, Meera Bawa, Patricia Elliott, Mukmuk, Anita Pan, Duncan Wright, Miga, Sumi, Wendy Trusler and George Jung.

[Toronto] Top Five Places

Toronto is a hub of commercial, financial, industrial and cultural life, as well as one of the most livable and multicultural urban places in the world. The G-20 Summit, to be held on June 26 and 27 at the Metro Toronto Convention Centre, will “bring the world” to the city. Jim Feir, a trade commissioner recently posted to DFAIT’s Toronto Regional Office, offers a few suggestions of places within a stone’s throw of the Summit site.



photo: City of Toronto

CN TOWER

At 553.33 m, it’s the world’s tallest tower, and, unless you’re vertigo-challenged, an ideal and iconic place for an overview of Toronto. You’ll get a first-hand perspective of how big and green the city really is. Map out where you’ll spend the rest of the day, or stay and enjoy a meal in the revolving restaurant. On a clear day there’s a view of Niagara Falls.

Jim Feir, a Winnipeg native, began discovering what the thriving metropolis of Toronto has to offer in 2009.



photo: Adrian Holmes

TORONTO MUSIC GARDEN

Cellist Yo-Yo Ma and landscape designer Julie Moir Messervy created this waterfront park by interpreting the music of Johann Sebastian Bach’s first suite for unaccompanied cello. The result is a public place where you can take in a free concert or sit and quietly ponder nature. On a personal note, the garden’s maypole was designed by the late Anne Roberts of Feir’s Mill Design. Feir’s Mill, in the Kawartha Lakes area, is where my forebears settled and established a grist- and sawmill when they came to Canada from Ireland in 1834.



photo: Tourism Toronto

RAVINES, ISLANDS AND NEIGHBOURHOODS

No matter where you are in Toronto, you can walk to a ravine—an alternate world that tells our aboriginal history, teems with wildlife and offers an opportunity to hike, cycle or picnic. The Toronto Islands, a short ferry-ride away, are one of the city’s best-kept secrets, offering quiet spots, an amusement park, beaches and a fabulous view of the skyline, particularly at night. Enjoy the diversity of culture and cuisine that abounds in Toronto’s neighbourhoods; you’ll find a restaurant to represent each of the G-20 countries.



photo: Tourism Toronto

DISTILLERY HISTORIC DISTRICT

In many parts of the world, old buildings are razed and replaced with tall condo towers. But Toronto preserved the former Hiram Walker-Gooderham & Worts whisky distillery and permitted its intelligent transformation into a pedestrian-only village entirely dedicated to arts, culture and entertainment. You’ll find restaurants, art galleries, cafés and shops in what is the largest and best-preserved collection of Victorian industrial architecture in North America.



photo: Reuters

TORONTO STOCK EXCHANGE

Hey—I’m a trade commissioner. Located in the heart of the city’s financial district, Toronto’s stock exchange is the third-largest in North America. Discover the world of finance and see how the market functions at Stock Market Place, its high-technology visitor centre. Maybe you’ll get your tip to a fortune!

Canada's Place in the Hemisphere

Canada's mission to the Organization of American States is turning 20 at a busy time for the hemisphere and its relations.

Tucked into a modest corner of the sprawling Canadian embassy in Washington, D.C., Canada's Permanent Mission to the OAS (PRMOAS) could be mistaken for a sleepy "second" mission. But given the activities the Inter-American system has been involved in over the past year or so, it's anything but quiet.

In April 2009, the successful 5th Summit of the Americas was held in Trinidad and Tobago, providing a positive introduction to the region for U.S. President Barack Obama. That was followed in June by the OAS General Assembly in Honduras, featuring round-the-clock negotiations that led to the lifting of Cuba's long-standing suspension from the OAS. Later that month there was a coup in Honduras that saw President Manuel Zelaya removed from power. The coup kept PRMOAS running, given the OAS's role in promoting a democratic resolution to the crisis. Add the tragic earthquakes earlier this year in Haiti and Chile, the recent re-election of OAS Secretary General José Miguel Insulza to another five-year term, and a number of national elections, and it has been a busy time for the hemisphere—and for Canada within it!

The OAS is the world's oldest regional organization. It originated in 1890 as the International Union of American Republics, becoming the OAS in 1948. Canada joined the organization as a permanent observer in 1972 and became a full member in 1990.

Working at PRMOAS is like having one foot in Washington and the other in Latin America and the Caribbean. At the mission and around town, all is typically North American. Stepping into the ornate OAS headquarters, on the edge of the National Mall at 17th Street and Constitution Avenue, is like travelling thousands of miles south. In fact, meetings are more often held in Spanish than English. Speeches are peppered with as many references to Marcus Garvey, Simón Bolívar and Toussaint Louverture as to Franklin D. Roosevelt or Pierre Trudeau.

Another idiosyncratic twist to working with the OAS is its culture of consensus. The vast majority of decisions are arrived at through the agreement of all member states. With more than 30 countries around the table—each with its own competing, and sometimes conflicting, priorities—trying to arrive at a unanimous decision can be challenging. Heated discussions sometimes arise as member states promote their respective positions.

The OAS is often a microcosm of what's happening in the hemisphere. Newspaper headlines about one country's bilateral gripes with another are sometimes acted out on a representative-to-representative level at the council. Fortunately, any tensions that exist around the negotiating table tend to evaporate outside the meeting rooms, and a feeling of camaraderie prevails. This also extends to OAS social events and formal occasions. Gatherings hosted by member states are as likely to feature mariachi and calypso bands (or a Venezuelan youth orchestra, for that matter) as they are jazz bands or string quartets.

Of course, representing Canada in a multilateral organization requires constant liaison and communication with Ottawa and with Canadian missions in the region. In the days following the coup in Honduras, for example, coordination with our missions in Tegucigalpa and San José was crucial to ensuring an informed Canadian position. On the flip side, a Canadian intervention at the OAS on the state of affairs in a given country may have a direct impact on Canada's bilateral relationship on the ground. PRMOAS serves all of Canada's bilateral missions in the region, and vice versa.



Peter Kent, Minister of State of Foreign Affairs (Americas), attends a special session of the OAS General Assembly in July 2009 considering the post-coup situation in Honduras.



photo: DFAIT

Minister of Foreign Affairs Lawrence Cannon speaks at a DFAIT event in March marking the 20th anniversary of Canada's accession to the OAS. Also pictured: (left to right) Peter Kent, Minister of State of Foreign Affairs (Americas), OAS Secretary General José Miguel Insulza and former prime minister Brian Mulroney.

PRMOAS also serves a number of government departments besides DFAIT. While the OAS is probably best known for its role in promoting democracy and human rights in the region, PRMOAS has a counsellor representing CIDA within its mission. This reflects the OAS's active role in development, as well as CIDA's partnerships with the OAS and institutions like the Pan-American Health Organization. Because the OAS is also active in such varied areas as security, labour, culture and education, PRMOAS often represents—and hosts visiting missions from—Canadian departments responsible for these sectors.

The mission works well, with 12 staff—both Canada-based and locally engaged (LES)—juggling the various meetings and commitments. The longest-serving is Brad Weaver, an LES chauffeur who, since the mission's inception in 1990, has driven for all six of its ambassadors and sees the endless variety the job entails. "These are busy people, with committee meetings, special groups and tête-à-têtes going on from early in the morning until late in the evening," he says. Close ties among the staff of the mission and the OAS members, he adds, "bring lifelong friendships."

To celebrate Canada's 20th anniversary as a member state of the OAS, the mission coordinated the construction of an inukshuk that now occupies a prime piece of D.C. real estate on the main lawn of the OAS headquarters. Nestled between the White House and the Washington Monument, the inukshuk is a fitting symbol of Canada in the hemisphere—one that just happens to find itself in Washington.



photo: Sophie Leduc / DFAIT

An inukshuk stands on the main lawn of the OAS headquarters to mark Canada's 20th anniversary as an OAS member state.



photos: Juan Manuel Herrera/OAE

The ornate OAS headquarters on the edge of the National Mall.



At a Glance [Canada and the Americas]

Canadian merchandise exports to Latin America and the Caribbean, excluding Mexico, totalled \$6.2 billion in 2009.

Canadian merchandise imports from the region amounted to \$13 billion in 2009.

Canadian direct investment in the region stood at \$123 billion in 2009, up 93 percent since 2000 and almost five times Canadian investment in Asia.

More than 5 million Canadians travelled to Latin America and the Caribbean, including Mexico, in 2008, an increase of 15 percent since 2007.

A Multilateral Quick Study

By Darren Rogers

When she became an intern at Canada's embassy in Washington, D.C., in 2005, Patricia D'Costa didn't imagine that two years later she'd be the face of Canada on hemispheric security issues at the Organization of American States (OAS). Perhaps even more unexpected is that D'Costa, now an alternate representative at the Permanent Mission of Canada to the OAS, is locally engaged (LES).

D'Costa leads the mission's security file with the same autonomy that her Canada-based colleagues lead their respective democracy, human rights and development portfolios. A typical day might see her consulting with other government departments on language for a declaration on mine action, representing Canada at a meeting on drug trafficking or checking with other missions to reconcile differing positions on arms proliferation.

Instrumental in the planning and execution of the Conference of Defence Ministers of the Americas in Banff in 2008, D'Costa has helped to advance civilian-military relations among the OAS member states. She vice-chaired the OAS Committee on Hemispheric Security in 2008-2009.

Her competence and approachability have earned her the respect of civilian and military counterparts alike. "On the security side, many of my colleagues are military guys," D'Costa explains. "I feel lucky that they accept me as a peer." In a multilateral context, relationships often matter more than positions on single issues. "You have to be able to pick up the phone and know whom to call." Those at other missions are eager to talk; D'Costa has acquired a reputation as a knowledgeable ally and a focused and fair negotiator.

D'Costa was born in Kenya. When she was eight, her family moved to Canada, settling in Mississauga, and she became a Canadian citizen. She attended the University of Waterloo and then did a master's program in international relations at Syracuse University, during which she moved to Washington to complete her studies and pursue career opportunities.

Her position as alternate representative is challenging and offers opportunities, which she loves, to travel in the Americas. Her LES status does not factor into her approach—or others' perceptions. "Outside the mission, no one knows or cares that I'm an LES. They just see Canada." One difference between those who are locally engaged and those who are Canada-based is that "LES often have to hit the ground running," she says. "We don't receive the transition time that someone coming from Headquarters does."

For her part, D'Costa has more than made up for that with her savvy and enthusiasm. "When I arrived, someone told me that you either love or hate multilateral work." She considers this for a second. "I guess I love it."

Darren Rogers is the CIDA representative and cooperation counsellor at the Permanent Mission of Canada to the OAS.



Patricia D'Costa in the Canada chair at an OAS session

Whitewater Life

For Ingrid Harder, a day that begins hard at work and ends with her whitewater kayaking is a day of balance and bliss.

Harder, who has worked as a communications strategist and in conflict-management issues during her seven years at DFAIT, is currently in Canada leading a team in the Summits Management Office (SMO) that manages the websites for the G-8 and G-20 summits. But until March she was doing that job from Wellington, New Zealand—some 14,000 km away—where she has lived for the last 15 months with her partner, Mark Malan, who works for the New Zealand government.

Teleworking from that distance was challenging, but the arrangement worked beautifully. From New Zealand, she oversaw five people at Headquarters helping to implement an e-communications strategy for the summits. With daylight savings time, she sometimes had only three hours of overlap with her team in Ottawa.

Social Media Summitry

Looking for the latest news from the G-8 and G-20 summits? As the events in Muskoka and Toronto unfold, you can follow them on Facebook and YouTube, as well as view high-resolution images on Flickr. News releases and other important materials will come via Twitter. The summit websites (www.G8.gc.ca and www.G20.gc.ca) will have links to these social media services, as well as “eDiscussions” where people can take part in informal public dialogue.

Social media will “allow a whole segment of the Canadian population not in academia or the NGO world to have a voice,” says Tyler Knowlton, the new-media specialist in the Summits Management Office, who laid out the social media strategy for the G-8 and G-20. Newspapers, magazines and news broadcasts still have their roles, Knowlton adds, but the freshest information will come from the Internet.

“We had to be focused; the team would come well-prepared with questions, and our discussions were probably better sometimes than what we would have had face-to-face.” It helps that video-conferencing technology has become so sophisticated that she was able to get a sense of physical immediacy as she spoke to her team each day via the computer screen. “You feel a personal connection that the telephone, say, would never give you.”

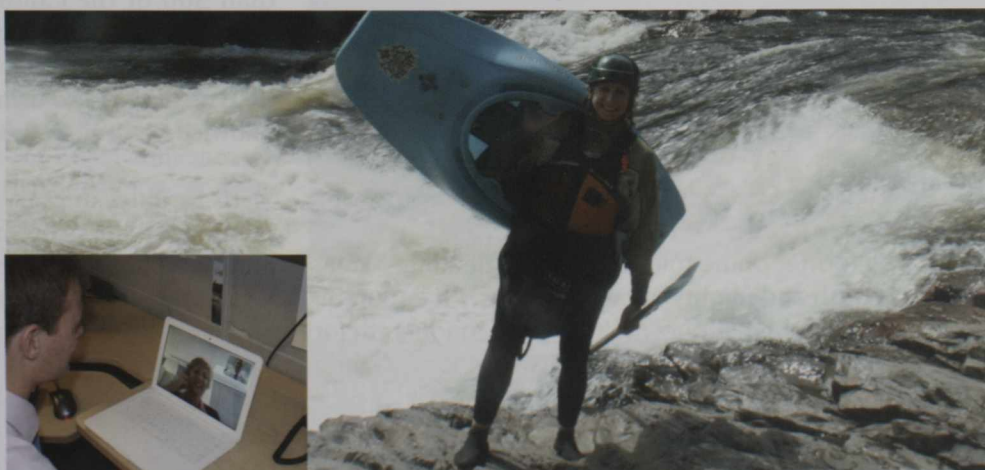
Sanjeev Chowdhury, Director General of Programs at the SMO, says that having Harder telework has been perfect. “While we were sleeping, Ingrid was working, and we were able to give 24-hour attention to this part of the e-comms effort.”

For Harder, one particular upside of teleworking was that, once the three hours of linkage with her team were over, she had the rest of the day to work in productive solitude. At the end of the day, Harder had the luxury of two rivers to kayak on, the Hutt and the Akas, 15 minutes from her front door. They are fine kayaking rivers and are both Grade II-III, which means they are relatively easy.

“You have a couple of hours to squeeze a run in before it gets dark. It’s a fun after-work thing to do,” she says, adding that the pressures of work quickly fade in a kayak. “There’s no better feeling: when you’re on a rapids, you’re totally focused, totally in the moment. You can’t possibly worry about anything else.”

When the summits are over, she’ll return to New Zealand to finish the final months of her contract, after which she would like to continue teleworking in some capacity for the department. Harder enjoys working remotely and likes how it has demonstrated that managing a team from a great distance can be done without compromising the quality of work, which is what the department’s telework policy is all about.

“Our team showed that you can think creatively, beyond the idea of Headquarters always being the base,” she says. “That’s all part of the Transformation Agenda. And if people in e-communications can’t use teleworking successfully, who can?”



Work-life balance: Ingrid Harder likes to kayak in her spare time. On the job (inset), she teleworks, here communicating with Mark McLaughlin, a deputy director in the Summits Management Office, via computer. *main photo: Yvon Martin, inset photo: Tarik Abouziane/DFAIT*

The Temple of Science

Meet Our Neighbours: A building with its roots in the Great Depression, 100 Sussex Drive, across from DFAIT, stands as a lasting testament to the importance of science and technology in the national interest. By Leslie Meerburg



photos: Harry Turner/NRC

The public areas at 100 Sussex Drive feature rich details such as marble steps, elaborate paintings and various carvings.

Did you know?

Given its similarity to Buckingham Palace, 100 Sussex Drive has often been called a Palace scale model.

Above the main entrance, under the name National Research Laboratories, is a Biblical quotation chosen by former prime minister Mackenzie King: "Great is truth and mighty above all things: / It endureth, and is always strong: / It liveth and conquereth for evermore / The more thou searchest, the more thou shalt marvel."

The NRC chose this spot because it is next to the hydroelectric generating station on the Rideau River, which provided most of its electricity until the 1970s.

When beholding the 16 Doric columns soaring nearly 20 metres into the air on the building high above the shores of the Ottawa River, one could be forgiven for imagining 100 Sussex Drive to be anything but what it is: a working laboratory replete with world-class scientists, cutting-edge facilities and game-changing research.

Opened in 1932 as the first permanent home of the National Research Council of Canada (NRC), the building is testament to Canada's natural bounty. The outside walls are of Wallace sandstone from Nova Scotia, resting atop a base of Scotstown granite from Quebec. The interior halls are finished in Tyndall limestone from Manitoba, the cut surfaces of the stone revealing a number of fossil specimens.

Upon entering the building through a richly detailed doorway, a visitor sees eight broad marble steps leading to the main rotunda. A glance up at the ceiling shows a painting of the night sky as seen each March 22 at 9 p.m. Throughout the lobby are carvings: mathematical symbols, Ohm's law, a telegraph key, alchemy symbols, sunrises, seashells and maple leaves. The rotunda leads to a 300-seat auditorium, its walls Italian marble, with rounded corners and fluted columns. Elsewhere, the building features a sizable library, as well as countless laboratories where more than half a dozen Nobel laureates have worked. The Nobel Committee called the building the world centre of research in the field of molecular spectroscopy, and a British Nobel laureate called it a mecca of science—making it an apt complement to DFAIT's Lester B. Pearson Building opposite, which honours another Canadian Nobel Prize winner.

The building was the NRC headquarters until the 1960s, when the headquarters moved to the agency's extensive Montreal Road campus in Gloucester. Today 100 Sussex Drive, called the NRC Sussex Laboratories, houses more than 300 of the Council's 4,000-strong workforce. Research performed here ranges from developing treatments for neurodegenerative diseases (like Alzheimer's and Parkinson's) and immunotherapies against infectious diseases (like meningitis) to using ultrafast lasers and light to push the boundaries of knowledge through molecular science.

With facilities in every province, NRC's scientists and engineers help find solutions to life's common risks and hazards, solutions like clean drinking water and air, safe transportation, and the prevention of deadly diseases. With its partners, today's NRC also works to develop alternative energy sources; advanced, light-weight materials; and better medical technologies. It is a multidisciplinary research and development organization working to keep Canadian science and technology light years ahead of the competition.

Leslie Meerburg is a media relations advisor with the NRC. She first visited 100 Sussex Drive as an Ottawa high school student researching a class physics project. That project marked the end of her physics career, but sparked the beginning of one in science communication.